



Mouvement de solidarité



**L'ARMÉE ET LES SOLDATS DE FRANCE
ENTRE SEPTEMBRE 1939
ET JUIN 1940**



1939

- 23 août Signature du pacte germano-soviétique
- 1^{er} septembre Entrée des troupes allemandes en Pologne. Mobilisation générale en France
- 3 septembre Déclaration de guerre de l'Angleterre et de la France à l'Allemagne
- 27 septembre Capitulation de la Pologne

1940

- 9 avril Invasion du Danemark et de la Norvège par l'Allemagne
- 14 avril Intervention d'un corps expéditionnaire allié en Norvège pour couper la route du fer à l'Allemagne
- 10 mai Début de l'offensive allemande à l'ouest – Winston Churchill devient premier ministre à la place de Neville Chamberlain
- 13 mai La Wehrmacht perce le front français à Sedan
- 15 mai Capitulation des Pays-Bas
- 18 mai Le Maréchal Pétain devient vice-président du Conseil
- 19 mai Le général Weygand succède au général Gamelin à la tête de l'armée française
- 27 mai-4 juin Bataille de Dunkerque – Embarquement de 350000 soldats anglais et français
- 28 mai Prise de Narvik par les troupes alliées – Capitulation de la Belgique
- 5 juin Charles de Gaulle, général de brigade à titre temporaire, est nommé sous-secrétaire d'Etat à la Défense
- 7 juin Les Allemands percent le front de la Somme
- 10 juin L'Italie déclare la guerre à la France et à la Grande Bretagne
- 14 juin Entrée des Allemands à Paris – Le gouvernement français s'installe à Bordeaux
- 16 juin Démission de Paul Reynaud, président du Conseil – Pétain forme le nouveau gouvernement et fait demander les conditions d'un armistice
- 17 juin Discours radiophonique de Philippe Pétain demandant aux soldats français de cesser le combat
- 18 juin Depuis Londres, le général de Gaulle appelle les Français à venir le rejoindre pour continuer la lutte contre les Nazis et leurs alliés
- 20 juin Les Japonais exigent des bases en Indochine
- 21 juin 27 parlementaires partent pour l'Afrique du Nord à bord du Massilia
- 22 juin L'armistice est signé entre la France et l'Allemagne à Rethondes
- 24-26 juin 128 habitants de l'île de Sein partent pour se placer sous l'autorité du général de Gaulle
- 25 juin Entrée en vigueur de l'armistice entre la France, l'Allemagne et l'Italie
- 28 juin Churchill reconnaît le général de Gaulle comme le chef de la France Libre
- 1^{er} juillet Le gouvernement de Pétain s'installe à Vichy
- 3 juillet Les Britanniques attaquent la flotte française à Mers-el-Kébir
- 4 juillet Rupture des relations diplomatiques entre Vichy et la Grande-Bretagne
- 10 juillet Le parlement accorde les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain

De l'avènement du Nazisme au déclenchement de la guerre



Adolf HITLER
DMIH, 1919-1939,
D'une guerre à l'autre
(Droits réservés)

À l'issue d'élections démocratiques en Allemagne, Adolf HITLER (1889-1945), chef du parti nazi¹, devenait le chancelier du Reich en janvier 1933. Il procéda rapidement à la mise au pas du pays en créant des camps de concentration et en persécutant les Juifs et les opposants. La mort du président HINDENBURG² (1847-1934) en 1934 lui donna l'occasion de concentrer entre ses mains tous les pouvoirs.

En politique étrangère, HITLER nourrissait le dessein de réunir toutes les minorités germaniques d'Europe au sein d'une Grande Allemagne et de conquérir un espace vital (lebensraum) à l'est, au détriment de ses voisins. Pour y parvenir, il se retira de la Société des Nations³(SDN) dès octobre 1933.

Les provocations militaires d'HITLER

Le Führer obtint une première victoire avec le plébiscite du 13 janvier 1935 organisé en Sarre⁴ qui se prononça à plus de 90% pour le rattachement au Reich. Ce triomphe lui donna de l'assurance et il entreprit de procéder méthodiquement à la violation des principales

clauses du traité de Versailles⁵. Il rétablit la conscription le 16 mars 1935 et annonça le réarmement de la Wehrmacht, justifiant ces mesures par le fait que l'Allemagne devait être dorénavant traitée à l'égale des autres puissances européennes, et de la France en particulier qui venait de porter la durée de son service militaire de un à deux ans. La population allemande, d'abord inquiète, finit par se réjouir ouvertement lorsqu'elle constata que les démocraties occidentales ne réagissaient pas à cette nouvelle.

HITLER s'enhardit davantage et décida de remilitariser la Rhénanie. En effet, depuis 1919, les Allemands avaient l'interdiction d'y construire des fortifications, d'y stationner des troupes ou d'y organiser des manœuvres militaires. Ce statut avait été confirmé par le pacte de

Troupes allemandes pénétrant en Rhénanie le 7 mars 1936

Kershaw Ian, Hitler
(Droits réservés)



¹ Succédant au DAP créé en 1919 par Anton Drexler et Karl Harrer, le parti nazi (NSDAP) fut constitué en août 1920 puis refondé en février 1925. Militant de la première heure, Hitler développa des talents d'orateur et un sens de la propagande qui lui permirent de devenir le président de cette formation politique le 29 juillet 1921. Exploitant habilement la misère sociale et la crise institutionnelle de la république de Weimar nées du krach boursier de 1929, le parti nazi, dont les scores électoraux étaient auparavant médiocres, vit peu à peu son audience grandir auprès du peuple allemand qui le porta au pouvoir lors des élections législatives de 1932.

² Paul Von Beneckendorff und Von Hindenburg était un officier allemand qui s'illustra pendant la Première Guerre mondiale. Il fut élu président de la république allemande en 1925 et réélu en 1932. Ce fut lui qui appela Hitler à occuper le poste de chancelier.

³ Créée en 1920, la Société des Nations (SDN) était une organisation internationale censée préserver la paix mondiale et favoriser la coopération entre les peuples. En fait, n'ayant pas les moyens d'appliquer les sanctions qu'elle prononçait contre les états agresseurs, elle fut incapable de gérer les crises de l'entre-deux-guerres et perdit tout crédit. Elle disparut en avril 1946 et fut remplacée par l'Organisation des Nations Unies (ONU).

⁴ Au lendemain de la Première Guerre mondiale, ce territoire allemand fut placé sous administration de la SDN pour une durée de 15 ans. Au terme de ce délai, les Sarrois devaient choisir entre le maintien de l'administration internationale, le rattachement à l'Allemagne ou à la France.

⁵ Le traité de Versailles, qui fut signé le 28 juin 1919, mettait fin à la guerre entre les Alliés et l'Allemagne. Cette dernière était contrainte de restituer de nombreux territoires, de réduire son armée et de payer d'importantes indemnités de guerre. Ce traité suscita une violente hostilité chez les Allemands qui le qualifièrent de « Diktat ».

De l'avènement du Nazisme au déclenchement de la guerre



Locarno⁶ qui garantissait l'inviolabilité des dispositions fixées par le traité de Versailles. Dénonçant le traité d'assistance mutuelle signé entre la France et l'Union Soviétique le 2 mai 1935, il proclama que l'Allemagne n'était plus tenue par ses engagements antérieurs et, le 7 mars 1936, des unités de la Wehrmacht entrèrent en Rhénanie. L'Angleterre et la France émisrent de simples protestations verbales contre ce coup de force⁷. Les Nazis avaient réussi à établir leur autorité dans toute l'Allemagne.

L'expansion hitlérienne en Europe avant septembre 1939



HITLER de passage à Linz en Autriche le 13 mars 1938

MANTALE Ivor, 39-45, sur les chemins de la victoire (Droits réservés)

A la suite de ce coup d'éclat, HITLER exprima sa volonté de préserver la paix et de n'avoir aucune exigence territoriale en Europe. Ces promesses rencontraient un écho favorable dans les nations qui avaient participé à la Grande Guerre. En France, le pacifisme était largement ancré dans la société et beaucoup pensaient que le communisme était aussi dangereux que le nazisme. Le Führer se servait de la peur de la guerre qui agitait les opinions publiques pour imposer ses revendications aux gouvernants anglais et français. Ceux-ci s'obstinaient à croire en la parole d'HITLER malgré ses multiples reniements.

Encouragé par ses succès, le dictateur cherchait le moyen d'intégrer l'Autriche au Reich. Cet Etat comptait de nombreux sympathisants nazis qui militaient pour l'Anschluss, c'est-à-dire le rattachement de leur pays à l'Allemagne. Après avoir obtenu l'appui de l'Italie⁸ et chassé le chancelier autrichien SCHUSCHNIGG (1897-1977), HITLER réussit à imposer à ce poste le nazi

SEYSS-INQUART (1892-1946) et envahit sans difficulté son voisin le 12 mars 1938. L'Anschluss fut proclamé le 15 et approuvé par 99% des Autrichiens lors du référendum du 10 avril.

Depuis 1935, la Tchécoslovaquie⁹ suscitait l'irritation du Führer. En mai 1938, il prétexta l'oppression dont aurait été victime la minorité allemande dans la région des Sudètes pour exiger que cette province fut cédée au Reich. Cette revendication était inacceptable pour les Tchèques car cela consistait à se séparer d'une zone stratégique qui abritait leurs usines d'armement. Ils espéraient également que leurs alliés honorerait leurs engagements et se porteraient à leur secours en cas d'invasion. La France et l'Angleterre, conscientes de leur impréparation militaire, refusèrent de soutenir le gouvernement de Prague dans cette crise. Ils signèrent les accords de Munich le 30 septembre 1938 qui reconnaissait l'intégration des Sudètes au Reich¹⁰. L'Europe était soulagée d'avoir échappé à la guerre. Cinq mois

⁶ L'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, l'Italie et la France signèrent ce pacte le 1^{er} décembre 1925.

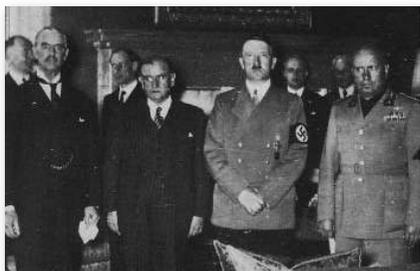
⁷ Tous les historiens s'accordent à dire que la France avait les moyens militaires de s'opposer et de mettre fin à cette initiative d'Hitler.

⁸ Les rapports entre les puissances occidentales et l'Italie s'étaient dégradés depuis que ce pays avait envahi l'Ethiopie le 3 octobre 1935. Les sanctions qui furent prononcées à son encontre poussèrent Mussolini (1883-1945) dans les bras d'Hitler, ravi de trouver un allié et de sortir l'Allemagne de son isolement diplomatique. Ensemble, ils constituèrent l'Axe Rome-Berlin le 1^{er} novembre 1936.

⁹ La Tchécoslovaquie fut créée par les traités de Versailles et de Saint-Germain en 1919. Issu de l'ancien empire austro-hongrois, ce pays regroupait 7 millions de Tchèques, 3 millions d'Allemands, 2 millions de Slovaques, 700000 Hongrois et 450000 Ruthènes. Craignant l'Allemagne, la Tchécoslovaquie avait noué des alliances défensives dans les années 20, notamment avec la France le 25 janvier 1924.

¹⁰ Cette crise eut des conséquences. Les compromissions des démocraties poussèrent plusieurs pays, dont l'URSS, à essayer de conclure des accords de paix avec l'Allemagne. En mettant la main sur les usines tchèques, celle-ci augmenta considérablement son potentiel militaire, en particulier sa capacité à produire des chars d'assaut.

De l'avènement du Nazisme au déclenchement de la guerre



CHAMBERLAIN, DALADIER, HITLER et MUSSOLINI à la conférence de Munich septembre 1938

MONTAGNON Pierre, *La grande histoire de la Seconde Guerre mondiale, de Munich à Dunkerque septembre 1938-juin 1940* (Droits réservés)

guerre, aurait contraint la Wehrmacht à se battre sur deux fronts. Finalement, ce fut HITLER qui remporta cette bataille diplomatique en concluant un pacte de non agression avec l'Union Soviétique le 23 août 1939.

Le 1^{er} septembre, le Führer déclencha l'attaque de la Pologne sans déclaration de guerre¹³. Il espérait bien que les démocraties s'inclineraient une fois de plus devant le fait accompli. La Wehrmacht pratiqua pour la première fois la guerre éclair (blitzkrieg) et remporta très rapidement de nombreuses victoires sur les troupes polonaises valeureuses mais sous-équipées. En vertu d'une clause secrète du pacte germano-soviétique, l'Armée Rouge envahit la Pologne à l'est dès le 17 septembre.

Conformément à leurs engagements, l'Angleterre puis la France déclarèrent la guerre à l'Allemagne le 3 septembre. La Seconde Guerre mondiale venait de commencer...

après, la Tchécoslovaquie, victime de la convoitise de ses voisins (Pologne et Hongrie) et de la sécession des Slovaques, était contrainte de se placer sous l'autorité de l'Allemagne. Elle disparaissait le 15 mars 1939 pour devenir le protectorat de Bohême-Moravie.

A la suite de cette nouvelle annexion, la France et l'Angleterre étaient résolues à ne plus faire de concessions au chancelier allemand. Elles comprenaient enfin que le dictateur s'était servi de leur désir de paix pour obtenir ce qu'il désirait. En avril 1939, elles acceptèrent de garantir les frontières de la Pologne, de la Roumanie et de la Grèce. De leur côté, l'Allemagne et l'Italie signèrent le 22 mai 1939 le pacte d'acier¹¹.

Depuis mars 1939, HITLER avait déclenché une nouvelle crise en réclamant la cession du corridor de Dantzig¹². Soutenue par les occidentaux, la Pologne rejetait fermement les demandes allemandes. La situation se détériorait au fil des semaines. Paris et Londres essayèrent alors de négocier une alliance avec STALINE (1879-1953) ce qui, en cas de



Soldats allemands brisant la barrière douanière entre leur pays et la Pologne

MONTAGNON Pierre, *La grande histoire de la Seconde Guerre mondiale, de Munich à Dunkerque septembre 1938-juin 1940* (Droits réservés)

¹¹ Cet accord militaire stipulait, entre autres, que si l'un des deux pays était impliqué dans une guerre, l'autre entrerait immédiatement à ses côtés dans les hostilités.

¹² Suite au traité de Versailles, la Pologne, reconstituée en 1919, recevait une partie de la Prusse-Occidentale à l'Ouest de la Vistule ce qui lui donnait un accès à la mer Baltique ainsi que Dantzig, ville déclarée libre depuis 1920 et placée sous le contrôle de la SDN. Cet aménagement séparait donc la Prusse-Orientale du reste de l'Allemagne tandis que la ville de Dantzig, à forte population allemande, était liée à la Pologne par une union douanière dont elle ne voulait pas.

¹³ Pour justifier cette agression, Hitler prétendit que des soldats polonais avaient attaqué l'émetteur radio frontalier de Gleiwitz le 31 août 1939 et qu'ils avaient diffusé un message incitant la minorité polonaise en Allemagne à prendre les armes contre le Führer. En réalité, c'était une action montée de toutes pièces par les Nazis : les cadavres retrouvés sur place, habillés avec des uniformes de soldats polonais, étaient ceux de détenus morts dans les camps de concentration.

La période de la drôle de guerre¹⁴ (3 sept. 1939 - 10 mai 1940)



La mobilisation

L'annonce de la mobilisation générale consterna les Français. Ils se résignaient à la guerre mais un grand nombre espérait qu'un compromis de dernière minute, comme à Munich, permettrait aux soldats de revenir bientôt à la maison. Environ 5 millions de Français furent appelés sous les drapeaux¹⁵.



Un paysan en train de lire l'affiche de mobilisation générale

AMOUROUX Henri, *Les années 40, La vie des Français de l'Occupation à la Libération*
(Droits réservés)

L'armée jouissait d'un grand prestige et elle était considérée comme la plus puissante au monde. Paul REYNAUD (1871-1950), ministre des finances depuis novembre 1938, déclarait : « *Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts !* ».

La mobilisation s'effectua dans le calme et l'ordre mais l'intendance ne put fournir à tous un équipement complet. Il y avait une pénurie de chaussures, de manteaux et de couvertures. Certains mobilisés durent se contenter de leurs vêtements civils pendant plusieurs semaines. L'armement individuel était disparate et datait souvent de la Grande guerre.



Un soldat français embrasse sa famille avant de partir vers le front

MONTAGNON Pierre, *La grande histoire de la Seconde Guerre mondiale, de Munich à Dunkerque*
septembre 1938-juin 1940
(Droits réservés)

Le système défensif et la stratégie de l'état-major français

Pour éviter les hécatombes de la Grande Guerre, les responsables militaires français privilégièrent la Défense. La ligne Maginot¹⁶, qui devait protéger la France de l'invasion et assurer sa sécurité, était un réseau dense de forteresses souterraines, de casemates en béton, d'obstacles antichars, de barrages et de fossés. Elle s'étendait de la Suisse jusqu'à Montmédy et couvrait les frontières de l'Allemagne et du Luxembourg. La ligne Maginot cumulait deux graves inconvénients : une couverture partielle de notre frontière ainsi qu'une artillerie peu mobile et inadaptée au regard des progrès de l'aviation.

Le général Maurice GAMELIN (1872-1958) était le chef de l'armée française depuis 1935. Il partagea ses forces en deux groupes principaux. Le premier



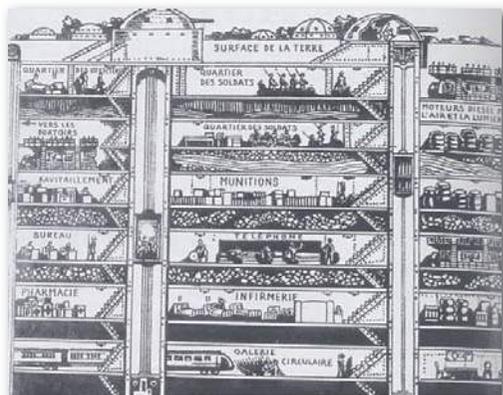
Le général Maurice GAMELIN
DMPA, 1940, *Combats et résistances*
(Droits réservés)

¹⁴ « Drôle de guerre » : expression popularisée par l'écrivain Roland Dorgelès dans un article d'octobre 1939. De l'anglais phoney war (« fausse guerre ») déformé en funny war (« drôle de guerre ») ; elle désigne la période sans combat allant de septembre 1939 à mai 1940.

¹⁵ Sur ces 5 millions, 700000 furent des affectés spéciaux indispensables aux industries, 300000 restèrent à l'instruction, 250000 demeurèrent chez eux pour les besoins de l'agriculture, 650000 assurèrent les divers services du territoire et 150000 occupèrent des postes divers.

¹⁶ André Maginot (1877-1932), ministre de la Guerre de 1922 à 1924 et de 1929 à 1932, fit voter la loi du 4 janvier 1930 qui prévoyait la construction d'une ligne fortifiée à l'est.

La période de la drôle de guerre (3 sept. 1939 - 10 mai 1940)



Coupe schématique de la ligne Maginot
DMPA, 1940, *Combats et résistances*
(Droits réservés)

se concentrait en face de la frontière belge, prêt à intervenir en cas d'agression contre ce pays neutre. Le deuxième était retranché derrière la ligne Maginot. La charnière centrale de ce dispositif était peu protégée. En effet, le commandement français était convaincu que la forêt des Ardennes belges constituait un obstacle insurmontable pour l'infanterie et les blindés allemands. Aussi, la défense dans ce secteur fut négligée. Le général GAMELIN ne souhaitait pas engager des opérations d'envergure contre l'Allemagne tant que l'armée ne réussirait pas à combler son retard matériel. La modernisation de notre appareil militaire, amorcée depuis 1935, était encore largement insuffisante. Par ailleurs, le haut commandement plaçait beaucoup d'espoirs dans le blocus maritime franco-britannique qui devait asphyxier l'économie allemande et contraindre les Nazis à demander la paix.

Les timides incursions françaises en Allemagne durant la campagne de Pologne

En envahissant la Pologne, les Allemands avaient inauguré une nouvelle tactique, la Blitzkrieg, qui était fondée sur l'action simultanée des chars, de l'aviation et de l'infanterie. De puissantes formations de blindés transperçaient les lignes ennemies sur un front restreint tandis que les avions facilitaient leur progression en larguant des bombes et en parachutant des commandos chargés de s'emparer ou de détruire des obstacles importants. La progression de la Wehrmacht fut impressionnante. Dès le 14 septembre, Varsovie était encerclée et le 27, c'en était déjà fini de la résistance polonaise.



Défilé des troupes allemandes à Varsovie devant HITLER
Octobre 1939
MANTALE Ivor, 39-45, *sur les chemins de la victoire* (Droits réservés)

La période de la drôle de guerre (3 sept. 1939 - 10 mai 1940)



Un soldat français pénètre dans un village abandonné en Sarre en septembre 1940

AMOUROUX Henri, *Les années 40, La vie des Français de l'Occupation à la Libération*
(Droits réservés)

La France avait garanti à la Pologne qu'en cas d'agression de l'Allemagne, elle lui porterait immédiatement assistance. Le 5 septembre, conformément à ces engagements, le général GAMELIN envoya de légers détachements en Sarre pour effectuer des missions de reconnaissance puis le 7, il ordonna à la 4^e armée de pénétrer dans la forêt de la Warndt, au nord ouest de Forbach, tandis que la 3^e armée s'emparait de petites cités frontalières (Biringen, Niederaltdorf). Les divisions françaises rencontraient une résistance modérée et l'ennemi battait systématiquement en retraite en prenant le soin de truffier le terrain de mines. Elles s'arrêtèrent à une dizaine de kilomètres de la ligne Siegfried¹⁷ et se placèrent en position défensive. Le 16 octobre, le général GAMELIN, informé du transfert de régiments allemands vers l'Ouest et de quelques escarmouches, préféra finalement faire replier ses troupes derrière la frontière malgré la supériorité numérique écrasante des

Alliés. Le général allemand Alfred JODL (1890-1946), devait déclarer quelques mois plus tard : « En 1939, la catastrophe ne fut évitée que parce que les 110 divisions que possédaient approximativement les Français et les Anglais demeurèrent complètement inactives devant les 23 divisions allemandes de l'Ouest. ».

Non seulement cette incursion ne fut d'aucun secours aux Polonais mais le commandement français continuait à croire que sa stratégie défensive serait capable de résister à la Blitzkrieg qui venait de démontrer sa redoutable efficacité.

Le quotidien des soldats français

Beaucoup de soldats français s'ennuyaient et se demandaient ce qu'ils faisaient sur le front. Les journées étaient longues et les exercices militaires peu nombreux¹⁸, au grand regret des jeunes officiers d'active. Ils avaient froid et pensaient surtout à ce qui pourrait améliorer le gîte et le couvert. Ils se moquaient d'HITLER mais, ignorant tout des Nazis et de leurs doctrines, ils ne se sentaient pas concernés par la guerre.



Carte humoristique ridiculisant HITLER
Collection Réveillère (Droits réservés)

¹⁷ Composée de positions fortifiées construites par l'Allemagne sur sa frontière occidentale entre 1936 et 1938, elle était plus vulnérable que la ligne Maginot.

¹⁸ A Sedan, le 10^e Corps d'armée ne consacrait qu'une demi-journée par semaine à l'instruction militaire.

La période de la drôle de guerre (3 sept. 1939 - 10 mai 1940)



Parties de baby-foot entre soldats
DMPA, *Les combats de l'armée française*,
septembre 1939-juin 1940 (Droits réservés)

Le pouvoir politique veillait à entretenir le moral des troupes et à distraire les hommes. Ces derniers assistaient, de temps en temps, à des représentations théâtrales, à des tours de chant de vedettes ou à des projections cinématographiques. Pour ceux qui se trouvaient dans des secteurs isolés, on distribuait des ballons de football. Dans certains cas, on leur fit même planter des rosiers le long de la ligne Maginot.

Dans ces conditions, il régnait une sorte d'apathie qui rognait l'ardeur combattante des plus motivés. Les aviateurs français, qui survolaient les usines de la Sarre, avaient pour consigne de ne pas les bombarder. Les tentatives de fraternisation initiées par les Allemands suscitaient rarement des réactions d'hostilité. Des patrouilles ennemies venaient localiser nos positions sans se faire tirer dessus. Pire, quelques hommes se livrèrent au

pillage dans des villages alsaciens et lorrains évacués par la population civile. La connaissance de ces situations entraîna des jugements sévères sur notre armée. Lors d'une prise d'armes, le général anglais Alan BROOKE (1883-1963) trouva nos soldats négligés et peu présentables. Le président de la République, Albert LEBRUN (1871-1950), pendant une visite sur le front, déplora « *des volontés distendues et une discipline relâchée* ».

L'extension du conflit en Europe

Le 9 avril 1940, HITLER attaqua simultanément et sans déclaration de guerre préalable le Danemark et la Norvège. Les armées de ces deux pays furent rapidement balayées. L'objectif du dictateur était de préserver l'approvisionnement en fer suédois indispensable à l'effort de guerre allemand.

Les Alliés, qui avaient effectivement prévu d'étendre leur blocus à la Scandinavie, étaient résolus à couper la route du fer suédois qui transitait par le port norvégien de Narvik. Sur place, la flotte anglaise remporta deux batailles navales les 10 et 13 avril. En revanche, une partie du corps expéditionnaire franco-britannique

Les Anglais neutralisent les navires allemands à Narvik - Avril 1940

DMPA, 1940, *Combats et résistances* (Droits réservés)



La période de la drôle de guerre (3 sept. 1939 - 10 mai 1940)



Le général BETHOUART,
commandant du corps
expéditionnaire français à Narvik
DMFA, *Les combats de l'armée*
française, septembre 1939-juin 1940
(Droits réservés)

opérant dans le sud de la Norvège fut contraint d'évacuer. Ce revers provoqua une grave crise politique en Angleterre. Le premier ministre, Neville CHAMBERLAIN (1869-1940), fut désigné responsable de l'impréparation des troupes anglaises. Contraint à la démission, il fut remplacé par Winston CHURCHILL (1874-1965) le 10 mai 1940.

Les combats se poursuivaient en Norvège. Finalement, les troupes françaises du général BETHOUART (1889-1993) parvinrent peu à peu à s'imposer. Le 28 mai, Narvik tombait entre les mains des Alliés mais ils durent l'évacuer¹⁹ quelques jours plus tard car la campagne de France, qui avait débuté le 13 mai, tournait nettement à l'avantage des Allemands.

¹⁹ Les derniers éléments du corps expéditionnaire quittèrent la Norvège le 8 juin.



Forces et stratégies de la France et de l'Allemagne

Le général GAMELIN disposait, sur le front nord-est, de 103 divisions²⁰, dont seulement une trentaine d'active, qui regroupaient 2,3 millions d'hommes. Il pouvait aussi compter sur le soutien du Corps expéditionnaire britannique²¹.

Estimant qu'une attaque frontale contre la ligne Maginot ou à travers les Ardennes serait totalement insensée, le généralissime était persuadé que les Allemands violeraient, comme en 1914, la neutralité de la Belgique pour tenter de déborder les armées alliées. Il avait donc positionné ses meilleures troupes près de la frontière de ce pays et imaginé la manœuvre Dyle. Celle-ci prévoyait qu'en cas d'agression hitlérienne, le roi LÉOPOLD III (1901-1983) appellerait les principales forces françaises à se porter au secours de l'armée belge et



Soldats français sur la frontière observant les positions allemandes
DMPA, 1940. Combats et résistances
(Droits réservés)

qu'ensemble, elles établiraient une ligne défensive sur la rivière Dyle pour casser l'effort principal de l'offensive ennemie. Si cette tactique avait l'avantage de porter le combat hors du sol national et de préserver une partie du territoire belge, il faut reconnaître qu'il existait de sérieux inconvénients comme la faiblesse des ouvrages défensifs sur la Dyle et des équipements militaires belges ainsi que l'absence de concertation entre les états-majors des pays alliés. Sur son front ouest, la Wehrmacht avait rassemblé 136 divisions réunissant environ le même nombre d'hommes que leurs adversaires. Elle concentrait des qualités dont les armées alliées étaient à ce moment dépourvues : esprit d'initiative, qualité de l'armement, jeunesse et professionnalisme de ses cadres, unité du commandement et coordination des actions militaires.

Le Führer avait bien tenté de déclencher son offensive dès le mois de novembre 1939 mais le froid et les intempéries l'avaient contraint sans cesse à la repousser. Malgré les approvisionnements en fer



Défilé de troupes allemandes à Potsdam
STÜRMER Micheal, *La traversée du siècle, les Allemands*
(Droits réservés)

²⁰ Il y avait 63 divisions d'infanterie (DI), 7 divisions d'infanterie motorisée (DIM), 3 divisions cuirassées de réserve (DCR), 3 divisions légères mécaniques (DLM), 5 divisions légères de cavalerie (DLC), 19 secteurs fortifiés ou divisions de forteresse et 3 brigades de Spahis.

²¹ Il était composé de 10 divisions d'infanterie et réunissait 235000 soldats.



A la veille de l'affrontement

suédois ainsi qu'en pétrole et blé soviétiques, l'Allemagne souffrait du blocus imposé par les Alliés. La victoire devait donc être rapide. En février 1940, HITLER avait fini de mettre au point, avec le concours du général VON MANSTEIN (1887-1973), le « Plan Jaune », c'est-à-dire la stratégie qui devait garantir le succès à l'Ouest. Une partie de l'armée allemande devait attaquer les Pays-Bas et la Belgique afin d'y attirer le gros des forces françaises tandis que, quelques jours plus tard, l'essentiel des blindés allemands s'engouffraient par la zone des Ardennes, réputée infranchissable, afin de rompre le front français à Sedan et de prendre à revers l'ennemi. Au sud de ce dispositif, une dizaine de divisions avait pour mission de fixer les troupes françaises tenant la ligne Maginot.

Les faiblesses de l'armée française

Malgré l'énergie du ministre de l'armement, Raoul DAUTRY (1880-1951), la production industrielle militaire était insuffisante. L'achat de matériel aux Etats-Unis ne permit pas de rattraper notre retard en matière d'armement.

A la veille de l'attaque, la France avait l'une des marines les plus puissantes au monde et elle faisait presque jeu égal avec l'Allemagne en quantité de blindés alignés²². Elle possédait plus de 11 000 canons mais la moitié, datant de la Première Guerre mondiale, était inadaptée à un conflit contemporain²³. Son aviation n'était pas en mesure de rivaliser avec la Luftwaffe²⁴. Les armes antichars manquaient cruellement tout comme celles nécessaires à la défense antiaérienne. Notre appareil militaire était faiblement motorisé, obligeant les soldats à faire des marches épuisantes pour relier un point à un autre. Il était également privé de moyens de transmission modernes. La communication était alors assurée par des téléphones de campagne, des fanions colorés, des estafettes ou des pigeons. Il n'existait pratiquement pas de postes radios dans nos chars et nos avions.

Cette situation était aggravée par un commandement qui, adepte de conceptions périmées, accumulait les défaillances et les erreurs d'appréciation. En effet, si la stratégie purement défensive préconisée par l'Etat-major français pouvait éventuellement se justifier avant le début des hostilités, elle aurait dû être remise en cause au vu de ce qui s'était passé en



Ouvrière dans une usine d'armement à Bourges

DMPA, Les combats de l'armée française, septembre 1939-juin 1940

²² Les Français possédaient 3200 chars et automitrailleuses et leur allié anglais 600. Les Allemands en avaient 3500.

²³ Les canons étaient tractés par des chevaux et longs à mettre en place. De fait, ils ne furent pas presque pas utilisés pendant la campagne de 1940.

²⁴ Elle ne pouvait opposer que 1300 avions aux 3500 appareils allemands.



**Le général GAMELIN
et son état-major**

AMOUROUX Henri, *Les années 40,
La vie des Français de l'Occupation
à la Libération* (Droits réservés)

Pologne. Or, rien ne changea. Le général GAMELIN et son entourage continuait de voir dans l'infanterie, soutenue par l'artillerie, la « reine des batailles » tandis que les avions et les chars étaient considérés comme des armes d'accompagnement. Nos blindés et nos chasseurs étaient éparpillés le long de la frontière alors que l'expérience avait montré leur efficacité quand ils étaient utilisés en formations de masse sur un secteur restreint du front.

L'organisation du commandement posait aussi des problèmes. GAMELIN avait accordé une large autonomie aux chefs militaires. L'éloignement entre les quartiers-généraux des principaux responsables gênait les prises de décisions, entraînait des lourdeurs administratives et retardait l'exécution des ordres. Dans ces conditions, il semblait difficile de conduire une opération interarmées.

Des critiques provenant de personnalités éminentes pointaient les insuffisances de notre ligne de front mais le haut-commandement restait sourd aux mises en garde. Le général CORAP (1878-1953), chef de la 9^e armée stationnée entre Sedan et Fourmies, dénonçait l'impossibilité de défendre correctement cette zone avec les moyens qui lui avaient été

attribués. Il s'attira cette réponse cinglante du généralissime : « *Mais la Meuse, Corap, ça ne m'intéresse pas* ».

Un député de Paris, Pierre TAITTINGER²⁵ (1887-1965), exprima les mêmes inquiétudes en visitant les secteurs de la 2^e armée et de la 9^e armée en mars 1940 : « *Les organisations défensives dans ce secteur sont rudimentaires, pour ne pas dire embryonnaires [...]. Les réseaux de barbelés, les destructions envisagées ne peuvent procurer un temps d'arrêt supérieur à une heure. [...] On compte beaucoup sur la forêt des Ardennes et sur la Meuse pour protéger Sedan, donnant peut-être à ces obstacles naturels une importance exagérée* ». Cet avis fut reçu avec le même mépris que le précédent.

Les dissensions au sein du gouvernement

Paul REYNAUD était président du Conseil²⁶ depuis le 22 mars 1940. Pendant des années, cet homme avait réclamé la modernisation de l'armée et il avait milité, en vain, pour la création de divisions

²⁵ Pierre Taittinger était un soldat de la Grande Guerre. Il revint du conflit avec le grade de capitaine et reçut la légion d'honneur. Il fut également le fondateur dans les années 30 de la maison des vins de Champagne Taittinger.

²⁶ Critiqué pour son manque d'énergie dans la conduite de la guerre, Edouard Daladier, président du Conseil depuis le 11 avril 1938, avait dû laisser sa place.

A la veille de l'affrontement



blindées. Parvenu au pouvoir, il était déterminé à mettre un terme à l'immobilisme dans lequel était plongée l'armée française. Il avait une piètre estime du général GAMELIN. Il avait d'ailleurs déclaré à son sujet : « *C'est un préfet, c'est un évêque, mais ce n'est à aucun degré un chef !* ». L'inaction du généralissime lui était devenue insupportable.

Le 9 mai, le président du Conseil organisa une réunion pour convaincre ses ministres de limoger GAMELIN. Le ministre de la guerre, Edouard DALADIER (1884-1970), s'opposa vivement à cette option en déclarant « *Frapper le général GAMELIN, ce serait commettre une grande injustice* ». Incapable d'imposer sa décision, REYNAUD résolut alors de présenter sa démission au Président de la République qui l'accepta. A l'heure où les Allemands recevaient l'ordre d'attaquer, la France n'avait plus de gouvernement²⁷.



Paul REYNAUD
MONTAGNON Pierre,
*La grande histoire de la
Seconde Guerre mondiale,
de Munich à Dunkerque
septembre 1938-juin 1940*
(Droits réservés)

²⁷ Finalement, le déclenchement de l'offensive allemande permit à Paul Reynaud de conserver son poste.



De l'ouverture des hostilités à la chute de Dunkerque

Le 10 mai, vers 5 heures du matin, HITLER lançait simultanément une attaque générale contre les Pays-Bas, le Luxembourg et de la Belgique. Les commandos parachutistes furent les premiers à entrer en action pour neutraliser les ponts et les défenses adverses. L'aviation joua aussi un rôle primordial en convoyant les troupes et en bombardant les aérodromes ennemis²⁸. Enfin, les divisions de la Wehrmacht déferlèrent sur ces petits Etats. En raison de la faiblesse de leurs moyens militaires, ces derniers ne purent opposer que leur bravoure face à la ruée des fantassins, à la progression brutale des blindés et aux bombardements des stukas²⁹.

Face à cette situation et conformément aux accords passés, la France et la Grande-Bretagne se déclaraient solidaires des nations agressées³⁰ et elles décidaient de leur venir en aide. Immédiatement, le 1^{er} groupe d'armées du général BILLOTTE (1875-1940) entrait en Belgique pour exécuter la manœuvre Dyle. Les Français parvinrent à contenir l'ennemi à Gembloux³¹ au prix de très durs engagements. Cependant, le piège allemand avait fonctionné. HITLER avait réussi à fixer nos troupes en Belgique. Il pouvait déclencher l'opération décisive du plan Jaune.

Depuis le 10 mai, plus de 7 divisions blindées allemandes représentant 2200 chars chargeaient à travers les Ardennes pour percer le front français dans la zone de Sedan. Dans ce secteur, les 9^e et 2^e armées, composées de troupes peu aguerries, avaient peu de chars et de D.C.A à leur opposer. Dès le 13 mai au soir, les Panzer parvenaient, avec l'aide des stukas, à ouvrir une brèche dans le dispositif français près de la ville de Monthermé (Ardennes) puis ils s'emparèrent de plusieurs villages



Les troupes françaises entrent en Belgique
DMPA, 1940, *Combats et résistances* (Droits réservés)

²⁸ La Luftwaffe en profita même pour frapper les aérodromes français de Calais, Dunkerque, Berck, Alprecht, Metz, Nancy, Lyon-Bron et Châteauroux.

²⁹ Utilisés pour des bombardements en piqué, ces appareils émettaient, avant de frapper, un son strident qui terrorisait leurs futures victimes.

³⁰ Le représentant allemand osa justifier l'attaque allemande auprès du ministre belge des Affaires étrangères par ces mots : « Afin de devancer l'invasion préparée de la Belgique, de la Hollande et du Luxembourg, le gouvernement du Reich se voit obligé d'assurer la neutralité des trois pays par les armes ».

³¹ Ville francophone de Belgique située en région wallonne dans la province de Namur



(Donchery, Vrigne, Floing, Bazeilles, etc). Le haut commandement français, stupéfait de l'audace et de la rapidité d'exécution des armées allemandes, fut incapable de réagir à temps et de façon appropriée. Menacée sur ses arrières et définitivement séparée de la 2^e armée, la 9^e armée dut se replier dès le 15 mai. Sa retraite se transforma en déroute car elle était bousculée par l'ennemi sur son flanc droit. Quatre généraux périrent³² et le chef de cette armée, le général GIRAUD (1879-1949), fut fait prisonnier le 19 mai 1940. Ce désastre eut pour conséquence de rendre vulnérable la 1^e armée qui se battait dans la région de Gembloux. Le soir même, Paul REYNAUD remplaçait GAMELIN par le Général WEYGAND (1867-1965) au poste de commandant en chef³³.



Les chars allemands déferlent sur les campagnes françaises – Mai 1940
AMOUROUX Henri, *Les années 40, La vie des Français de l'Occupation à la Libération* (Droits réservés)

Les troupes du général GUDERIAN (1888-1954) fonçaient vers l'ouest pour encercler les forces alliées trop avancées en Belgique. Comprenant tardivement la manœuvre, celles-ci commencèrent à opérer un mouvement de recul et furent contraintes d'abandonner Anvers et Bruxelles.

Plusieurs contre-attaques furent lancées contre les hordes hitlériennes. Deux d'entre elles révélèrent l'ardeur au combat des Français :

- Du 15 au 18 mai, la ville de Stonne dans les Ardennes fut le théâtre d'affrontements sanglants au cours desquels les Allemands perdirent des dizaines de chars et plus de 500 hommes.



Le général Maxime WEYGAND
MONTAGNON Pierre, *La grande histoire de la Seconde Guerre mondiale, de Munich à Dunkerque septembre 1938-juin 1940*
(Droits réservés)

³² Il s'agissait du général Bouffet, du général Barbe, du général Augereau et du général d'Argenlieu.

³³ Quand ce dernier se rendit le lendemain au quartier-général de Vincennes, il constata que l'éloignement des états-majors des principaux chefs empêchait la bonne coordination des ordres et une conduite saine de la guerre.



Un navire anglais récupère des naufragés au large de Dunkerque

MONTAGNON Pierre, *La grande histoire de la Seconde Guerre mondiale, de Munich à Dunkerque septembre 1938-juin 1940* - (Droits réservés)

• Nommé à la tête de la 4^e Division Cuirassée de Réserve (4^e D.C.R.), le colonel DE GAULLE (1890-1970) remporta le 14 mai quelques succès du côté de Montcornet (Aisne) mais, en raison du manque d'appui aérien et de carburant, il ne put exploiter la situation et fut obligé de se retirer.

Le 20 mai, le général WEYGAND dressait le bilan suivant : l'armée française avait perdu 15 divisions tandis que 26 divisions franco-britanniques se trouvaient encerclées avec l'armée belge. Il restait 37 divisions pour défendre sur 300 km le front nord-ouest. Enfin, 8 divisions blindées allemandes avaient atteint la Manche avec leurs avant-gardes et elles se rabattaient au nord pour réduire la poche où s'était retranché le groupe d'armée n°1.

Le commandant en chef organisa un front défensif de la Somme à la Meuse et il proposa d'exploiter le vide qui existait entre

l'avant-garde et le reste des forces allemandes en attaquant entre Arras et Bapaume. Son plan, accepté avec certaines réserves du côté anglais³⁴, ne put s'accomplir. La mort soudaine du général BILLOTTE³⁵ et le repli prématuré sur Dunkerque le 24 mai du corps expéditionnaire britannique, décidé unilatéralement par son chef Lord GORT³⁶ (1886-1946), rendait son exécution impossible.

La retraite inattendue des Anglais mettait l'armée belge à la merci de l'ennemi. Le 28 mai, LÉOPOLD III prenait la décision de capituler. Pendant ce temps en France, les blindés allemands, remontant vers le nord, s'étaient emparés de Boulogne-sur-mer (24 mai), de Calais (26 mai) et de Lille (31 mai). Pris au piège, les armées alliées du nord durent se replier vers le port de Dunkerque. Alors que les Panzer s'apprêtaient à donner l'assaut contre cette ville, HITLER leur ordonna d'arrêter leur progression pour se préparer à contrer une éventuelle offensive française au sud. Il réservait à la Luftwaffe le soin d'anéantir les forces franco-britanniques dans Dunkerque. Cette décision étonna les généraux

³⁴ Les Anglais étaient favorables à l'offensive terrestre mais ils refusèrent d'employer l'ensemble de leur force aérienne pour la soutenir.

³⁵ Il fut gravement blessé dans un accident de voiture le 21 mai et il décéda 2 jours après.

³⁶ John Standish Surtees Prendergast Vereker était le 6^e vicomte Gort.



allemands sur le terrain. Profitant du répit inespéré que leur accordait l'ennemi, la Royal Navy organisa, avec le concours de la flotte française, le rembarquement de leur corps expéditionnaire et des soldats français lors de l'opération Dynamo.

Entre le 28 mai et le 2 juin, plus de 350000 soldats furent évacués³⁷ dans des conditions épouvantables alors que les bombardiers et les chasseurs allemands attaquaient sans relâche les convois alliés, occasionnant des pertes importantes, tant humaines que matérielles. Le 4 juin, la croix gammée flottait sur le beffroi de Dunkerque. Les Alliés avaient dû abandonner leur matériel sur place et leurs marines avaient perdu une centaine de navires. Le groupe d'armées du Nord était définitivement détruit. Cependant, l'Angleterre avait réussi à sauver son armée.

L'effondrement de la défense française

Le général WEYGAND avait préparé une ligne de défense entre la Somme et l'Aisne, jalonnée de « hérissons », des points d'appui constitués de canons et de mitrailleuses censés contrer l'offensive allemande en direction de la Seine. Celle-ci commença le 5 juin mais elle se heurta à de vives résistances. L'aviation française, qui effectua plus de 10000 sorties entre mai et juin 1940, portait des coups sévères mais la supériorité numérique de la Luftwaffe ainsi que l'efficacité de ses canons antiaériens assurèrent définitivement la domination allemande dans le ciel. Sur 800 pilotes français, 194 furent tués, 188 blessés et 31 faits prisonniers.



Bombardement par un Stuka
DMPA, 1940, *Combats et résistances*
(Droits réservés)

Les coups de boutoir portés par la Wehrmacht finirent par disloquer le système défensif français. Le 12 juin, Paris fut déclaré « ville ouverte »³⁸ et elle fut occupée par les Allemands le 14 au matin. La disparition de la ligne Weygand signifiait que l'armée française n'était plus en mesure d'organiser une résistance cohérente.

Le gouvernement français déménagea à Tours puis à Bordeaux. En ce début juin, deux tendances s'y affrontaient :

D'un côté, Paul REYNAUD voulait rester fidèle à la

³⁷ 230000 Anglais, 115000 Français et 16000 Belges et Hollandais. La Marine française transporta 42000 combattants français à Cherbourg et 52000 à Brest.

³⁸ Le terme de ville ouverte désigne une ville que l'on renonce à défendre, en état de guerre, afin de l'épargner de la ruine, de par un accord explicite ou tacite entre les belligérants.

Les combats



déclaration solennelle du 28 mars 1940 qui assurait que la France et l'Angleterre ne concluraient ni armistice, ni paix séparés. Par conséquent, il était partisan de faire capituler les armées métropolitaines et de transférer les responsables politiques, l'aviation et la flotte dans les colonies pour poursuivre la lutte.

De l'autre, le général WEYGAND et le Maréchal PETAIN (1856-1951), qui annonçaient que la défaite était inéluctable, réclamaient l'arrêt des combats. Ils considéraient que la responsabilité du désastre incombait au gouvernement qui devait entamer des négociations en vue de signer un armistice. Pour ces deux militaires, la capitulation, déshonorante pour l'armée, était simplement inacceptable³⁹.



Des soldats français prêts à lutter contre l'envahisseur

DMPA, *Les combats de l'armée française septembre 1939-juin 1940* (Droits réservés)



Traversée de la Loire par les Allemands à Montjean (49) le 19 juin 1940
LEMESLE Michel, *L'Anjou des années 40, Chroniques* (Droits réservés)

La majorité des ministres se rallia à leur point de vue. Désavoué, REYNAUD préféra démissionner le 16 juin et ce fut le maréchal PETAIN qui lui succéda.

Pendant ce temps, les combats se poursuivaient en France. Le 9 juin, les Panzer réussissaient à encercler les armées de l'est et à les rejeter vers le sud-est. A partir du 15 juin, de nombreuses villes tombaient (Auxerre, Dijon, Nancy, Epinal, etc.). Près de 300000 soldats français étaient capturés. L'ennemi se trouvait alors sur les arrières de la ligne Maginot.

A l'Ouest, la tentative d'établir un ultime front de défense sur la ligne Caen-Alençon-Fontainebleau-Sens échoua. Du 17 au 20 juin, les forces allemandes ne cessèrent de conquérir de nouvelles villes : Rennes, Brest, Laval, Le Mans, Chartres, Nantes, Angers, etc. Afin de protéger la retraite de la 6^e armée du général HERING, le général

³⁹ La différence entre un armistice et une capitulation est très grande. Dans le premier cas, le gouvernement assume la défaite en signant une convention par laquelle les belligérants suspendent les hostilités sans mettre fin à l'état de guerre. Dans le second, ce sont les militaires qui reconnaissent la déroute de leurs armées, dégageant ainsi les autorités civiles de toute responsabilité en leur laissant la possibilité de continuer le conflit.



PICHON, chef de la 9^e région militaire, ordonna au lieutenant-colonel MICHON, commandant l'école d'application de la Cavalerie et du train à Saumur, d'interdire le passage à l'ennemi sur la Loire, de Thoureil à Candes, soit un front de 40 km de long.

Il disposait de 2500 hommes parmi lesquels les élèves aspirants de l'école de cavalerie de Saumur, un bataillon d'élèves-aspirants de l'école de Saint-Maixent, un détachement d'élèves-aspirants de réserve de l'école d'artillerie de Fontainebleau et des tirailleurs algériens. Beaucoup n'avaient aucune expérience de la guerre mais ils étaient résolus à se battre au péril de leur vie. Lorsque les Allemands se présentèrent aux abords de la Loire le 18 juin, tous les ponts et viaducs, des Ponts-de-Cé jusqu'à Montsoreau, explosèrent. Ils décidèrent alors de traverser le fleuve sur des embarcations légères mais les défenseurs, cachés sur les îles de la Loire et l'autre rive, les refoulèrent. Exaspéré par cette résistance inattendue, l'ennemi bombarde Saumur et multiplia les assauts pour maîtriser le terrain. Le 21 juin, tout était fini. L'école de Saumur, qui fut citée à l'ordre de l'armée pour les combats du 19 au 21 juin 1940, perdit 39 hommes (26 élèves, 6 lieutenants, 2 maréchaux des logis, 5 militaires du rang).

L'avance de la Wehrmacht sur la Saône poussait le gouverneur militaire de Lyon à concentrer des troupes dans le secteur de Chasselay (Rhône). A

partir du 16 juin, une compagnie de la Légion, la 253^e batterie du 405^e R.A.D.C.A⁴⁰ et la 3^e compagnie du 25^e régiment de tirailleurs sénégalais mirent le village en état de défense. Malgré la consigne de tenir coûte que coûte, les Français furent rapidement submergés par un ennemi plus nombreux et mieux équipé. Le 20, repliés dans Chasselay, les derniers combattants durent se rendre, faute de munitions. Les prisonniers noirs furent séparés des blancs et emmenés dans un champ où ils furent massacrés par des éléments de la division SS Totenkopf. Un cas similaire eut lieu à Lentilly le même jour. Ces crimes de guerre racistes prouvaient déjà que les Nazis seraient, au cours de cette guerre, implacables envers tous ceux qu'ils considéraient comme des sous-hommes.



Tirailleurs sénégalais prisonniers - juin 1940
DMPA, *Les combats de l'armée française septembre 1939-juin 1940* (Droits réservés)

⁴⁰R.A.D.C.A : Régiment d'Artillerie de Défense Contre Avions



Les derniers combats

Malgré l'accumulation des désastres militaires, l'armée française eut l'occasion, par deux fois, de mettre en échec ses ennemis.

Mussolini, qui entendait profiter du désarroi français, déclara la guerre à notre pays le 10 juin 1940 en espérant remporter des victoires faciles qui lui permettraient de revendiquer certains de nos territoires. Le 20 juin, les Italiens attaquèrent entre le Mont-Blanc et la Méditerranée mais, en dépit de leur supériorité numérique⁴¹, ils furent violemment repoussés par l'armée des Alpes commandée par le général OLRY (1880-1944).

Les Allemands ne purent venir à bout de la ligne Maginot. Si les petits ouvrages furent assez facilement détruits, les grosses fortifications résistèrent aux assauts conjugués de la Luftwaffe et de la Wehrmacht. L'artillerie française provoqua des pertes terribles dans leurs rangs. Cette résistance se prolongea bien après la signature de l'armistice. Les derniers équipages de la ligne, invaincus, ne se rendirent qu'au début du mois de juillet 1940, sur ordre formel de l'état-major français. Le généralissime WEYGAND les félicita de leur courage le 1^{er} juillet : « 22000 de vos camarades viennent de résister sur la ligne Maginot cinq jours après l'entrée en vigueur de l'armistice... Cette page de vaillance et de fidélité au devoir militaire s'ajoute à celles que vous avez écrites ». Avant de partir en captivité, les Allemands rendirent les honneurs aux défenseurs.



**Les soldats de l'armée des Alpes en manœuvre
Mars 1940**

DMPA, *Les combats de l'armée française
septembre 1939-juin 1940*
(Droits réservés)

De la déroute à l'armistice

L'offensive allemande contre la France avait jeté des millions de civils sur les routes. Les colonnes de femmes, d'enfants et de vieillards étaient la cible des stukas. Les villes se vidaient de leurs habitants. Depuis la mi-juin, les convois militaires, qui s'étaient mêlés à ces populations désemparées, battaient en retraite.

⁴¹ 400000 Italiens s'opposèrent à 85000 Français.



L'armistice et ses conséquences

Le 17 juin, le Maréchal PETAIN, devenu président du Conseil, demanda à l'ambassadeur d'Espagne de servir d'intermédiaire pour connaître les conditions d'armistice et de paix d'HITLER⁴². Convaincu que le III^e Reich battrait prochainement les Anglais, le sauveur de Verdun espérait obtenir des conditions favorables pour la France dans la future Europe nazie. Le même jour, alors que les négociations venaient à peine de commencer, il déclara dans une allocution radiodiffusée : « *C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat* ». Cette annonce eut un effet désastreux sur le moral des troupes et précipita l'effondrement des armées françaises⁴³.



Des civils sur la route près de Valenciennes
DMPA, , *Les combats de l'armée française, septembre 1939-juin 1940*
(Droits réservés)



Le 22 juin, la délégation française⁴⁴ se présenta en forêt de Compiègne, dans la clairière de Rethondes. Pour laver l'humiliation de la défaite et du traité de Versailles, HITLER avait exigé que l'armistice fût signé dans le wagon où FOCH (1851-1929) et les plénipotentiaires allemands avaient conclu le cessez-le-feu du 11 novembre 1918. Le général HUNTZIGER (1880-1941), au nom du gouvernement français, signa la convention⁴⁵ en présence du Führer et des principaux dignitaires nazis.

Un vieillard et un combattant français se réfugient dans un fossé lors d'un raid aérien ennemi
AMOUROUX Henri, *Les années 40, La vie des Français de l'Occupation à la Libération* (Droits réservés)

⁴² En apprenant la demande française d'armistice, le Führer se frappa la cuisse de satisfaction et ria de joie. La fin de la guerre lui paraissait alors imminente.

⁴³ C'est entre le 17 et le 25 juin, date d'entrée en vigueur de l'armistice, que les Allemands firent le plus de prisonniers.

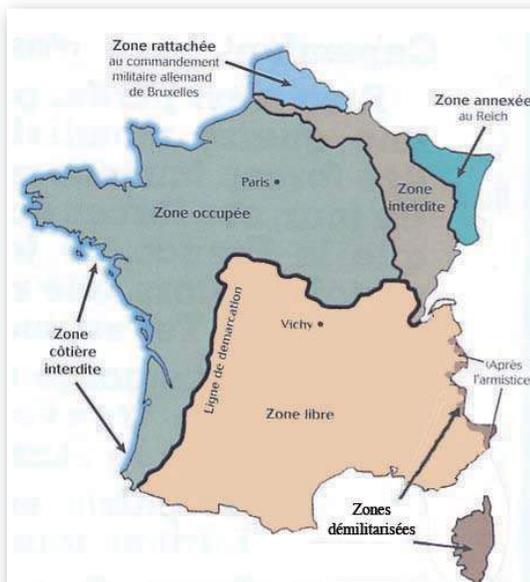
⁴⁴ Présidée par le général Huntziger, elle était composée de l'ambassadeur Léon Noël, du vice-amiral Le Luc et du général Bergeret.

⁴⁵ Cette convention est consultable sur internet à cette adresse : http://fr.wikisource.org/wiki/Convention_d%E2%80%99armistice_du_22_juin_1940.

L'armistice et ses conséquences



La délégation française écoute les conditions d'armistice imposées par l'Allemagne
DMPA, *Les combats de l'armée française, septembre 1939-juin 1940* (Droits réservés)



Carte de la France après l'armistice de 1940
DMPA, 1940, *Combats et Résistance* (Droits réservés)

L'armistice franco-italien fut adopté deux jours plus tard à Rome. Il était convenu que la cessation des hostilités prendrait effet le 25 juin à 0h35.

Les conditions imposées par les Allemands étaient sévères :

- Le territoire national était divisé en deux par une ligne de démarcation avec une zone occupée par l'armée allemande au nord⁴⁶ et une zone dite « libre » au sud.
 - L'armée française était démobilisée et désarmée. La convention prévoyait de la réduire à 100000 hommes chargés de maintenir l'ordre dans le pays. Le matériel de guerre devait être livré intact. Les Français s'engageaient aussi à transmettre les plans de leurs fortifications à la Wehrmacht.
 - Les soldats prisonniers le resteraient jusqu'à la conclusion d'un accord de paix.
 - Nos aérodromes passaient sous contrôle allemand.
 - Les navires avaient l'obligation de regagner leur port d'attache afin d'être démobilisés et désarmés.
 - La France avait la responsabilité d'entretenir les troupes d'occupation.
 - Les ressortissants allemands réfugiés en France devaient être livrés aux Nazis⁴⁷.
- Bien que la convention d'armistice n'en fit pas mention, le Führer annexe l'Alsace et la Lorraine au Reich, sous prétexte que c'étaient des territoires à population germanique. Le gouvernement français continuait d'exercer

⁴⁶ Il était prévu que cette occupation cesserait dès que les hostilités avec l'Angleterre seraient terminées.

⁴⁷ Cette clause fut critiquée par le général Weygand. Il s'indignait que la France puisse trahir les opposants politiques et les Juifs allemands réfugiés en France, au contraire du général Huntziger qui ne voyait rien dans la convention d'armistice qui «soit directement contraire à l'honneur ».

L'armistice et ses conséquences



Une ville du nord en flammes

DMPA, *Les combats de l'armée française, septembre 1939-juin 1940* (Droits réservés)

l'autorité administrative sur la métropole et ses colonies et il gardait sa flotte. En donnant aux Français l'impression qu'ils conservaient un minimum d'indépendance, HITLER écartait le danger d'un éventuel ralliement des marins et des colons à l'Angleterre.

Les Italiens, qui n'avaient guère brillé dans la guerre menée aux Français, ne purent obtenir que la démilitarisation de la Corse et d'une zone de 50 km dans les Alpes, l'occupation de Menton et le droit d'utiliser le chemin de fer et le port de Djibouti.

Bilan matériel et humain de la bataille de France

En six semaines, la France avait beaucoup souffert. Des centaines de communes avaient été dévastées, en particulier dans le Nord et sur la ligne de front. Les voies de communication (chemins de fer, routes, ponts) avaient été gravement endommagées lors des bombardements. Les combats avaient provoqué l'exode de plus de 8 millions de civils terrorisés. Beaucoup d'administrations et de services publics avaient dû fermer leurs portes. La production industrielle et agricole s'était effondrée et elle resta désorganisée plusieurs mois après les combats.

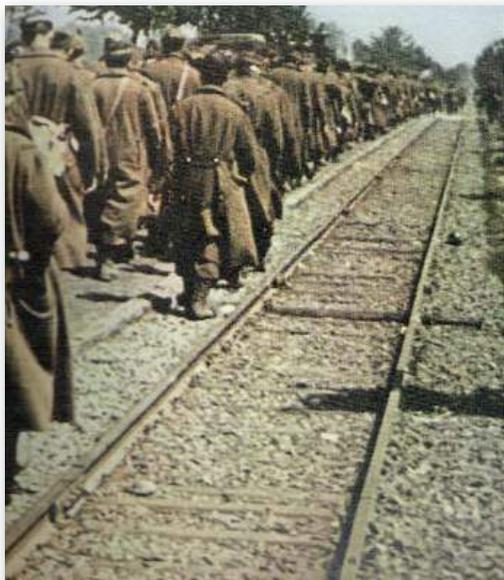
L'armée française avait subi la plus



Tombes de soldats français dans la région de Compiègne – juin 1940

DMPA, 1940, *Combats et Résistance* (Droits réservés)

L'armistice et ses conséquences



Colonne de prisonniers français partant en captivité en Allemagne

AMOUROUX Henri, *Les années 40, La vie des Français de l'Occupation à la Libération*
(Droits réservés)

grande catastrophe de son histoire. Elle comptait 92000 morts et 200000 blessés. Du côté allemand, les pertes s'élevaient à 27000 morts et à 130000 blessés.

La Wehrmacht avait capturé 1850000 soldats français (dont 64 généraux). Ils furent d'abord emprisonnés en France dans des camps improvisés où la promiscuité favorisait l'apparition de la dysenterie. Les Allemands décidèrent de relâcher 200000 prisonniers pour cause de blessure ou de maladie. 75000 Alsaciens et Lorrains furent libérés car HITLER les considérait comme des citoyens du Reich. Enfin, 80000 soldats issus des colonies (nord-africains, noirs, indochinois, malgaches) restèrent captifs en France car les Nazis, craignant la « contamination raciale », n'en voulaient pas chez eux. Le reste des prisonniers, c'est-à-dire 1500000 hommes, fut transféré dans les semaines qui suivirent dans les oflags et les stalag⁴⁸s en Allemagne.

⁴⁸ Ces termes désignent les camps d'internement en Allemagne pour les prisonniers de guerre.



Le Maréchal PÉTAIN, chef du gouvernement français depuis le 17 juin 1940
MONTAGNON Pierre, *La grande histoire de la Seconde Guerre mondiale, de Munich à Dunkerque septembre 1938-juin 1940* (Droits réservés)

Epilogue

Pendant 46 jours, les soldats français firent preuve d'héroïsme pour tenter de repousser un ennemi rapide, mobile et audacieux. Malgré leurs sacrifices, sa progression fut continue sur notre territoire.

Les causes du désastre étaient politiques et militaires.

D'un côté, nos dirigeants n'avaient pas pris la mesure du danger que représentait HITLER. Ils avaient toléré les nombreuses violations du traité de Versailles et n'avaient pas respecté leurs engagements militaires envers la Tchécoslovaquie, entraînant la neutralité de petits pays qui auraient pu nous soutenir dans ce conflit. La vigueur du courant pacifiste en métropole, largement répandue dans tous les partis politiques, ainsi que l'instabilité ministérielle avaient empêché la France de mener une politique de défense cohérente⁴⁹.

De l'autre, les chefs d'état-major, en se référant inlassablement à leur expérience de la Grande Guerre, s'étaient obstinés à considérer que la défense était supérieure à l'attaque. Enfermés dans leurs certitudes, ils n'avaient pas tenu compte des progrès techniques réalisés par l'aviation et l'arme blindée. Ils avaient négligé les problèmes d'organisation et d'instruction dont souffrait l'armée française. Lors de

l'invasion, la faiblesse de leur système défensif et la carence du commandement apparurent au grand jour. La guerre éclair menée par HITLER les prit totalement au dépourvu. Ils subirent constamment les initiatives de leur adversaire.

Les Français étaient accablés par la défaite. Profitant de ce traumatisme, le maréchal PÉTAIN se présenta comme l'homme providentiel capable de protéger le peuple contre les rigueurs de l'occupation. Le 10 juillet 1940, à Vichy, sur proposition de Pierre LAVAL⁵⁰ (1883-1945), le parlement octroya les pleins pouvoirs au vieux militaire. L'Etat Français venait de naître.

Dans cette période de désarroi et de résignation, une voix fit entendre sa différence et proposa une autre alternative. Depuis un studio de la BBC à Londres, Le général DE GAULLE⁵¹ lança, le 18 juin, un appel invitant les Français à venir le rejoindre pour continuer la lutte. Dans les mois qui suivirent, il devait incarner le symbole de la résistance française à la domination nazie.

⁴⁹ Contrairement à ce qu'affirma la propagande du régime de Vichy, le Front Populaire (mai 1936-avril 1938) ne fut pas plus responsable du désastre que les autres gouvernements français de l'entre-deux-guerres. Le ministère Blum attribua même des budgets militaires largement supérieurs aux demandes exprimées par le général Gamelin.

⁵⁰ Pierre Laval était un homme politique qui avait été plusieurs fois ministre avant la guerre. Il avait été, en 1939, un des seuls à s'être publiquement opposé au conflit. Il fut à l'origine de l'établissement du régime de Vichy et mena une politique de collaboration active avec l'Allemagne.

⁵¹ Il avait obtenu ce grade après son succès à Abbeville le 28 mai.



**Le général DE GAULLE au micro
de la BBC à Londres
le 18 juin 1940**

AMOUROUX Henri, *Les années 40,
La vie des Français de l'Occupation
à la Libération* (Droits réservés)

Malgré son isolement, l'Angleterre refusait de baisser les armes. Winston CHURCHILL savait que les Allemands étaient sur le point d'attaquer son pays. A la suite de l'armistice de 1940, il craignait de voir la marine française tomber entre les mains des Nazis. Il déclencha l'opération Catapult avec l'intention de capturer ou de détruire nos navires qui se trouvaient en Grande-Bretagne et dans les ports d'Afrique du Nord. Le 3 juillet, l'amiral SOMERVILLE (1882-1949) exigea que la flotte de l'amiral GENSOUL (1880-1973), stationnée à Mers-el-Kébir (Algérie), se soumette à l'une de ces options : son ralliement aux Britanniques, son désarmement dans un port antillais ou son sabordement. L'ultimatum ayant été rejeté, les Anglais ouvrirent le feu sur nos bâtiments qui n'étaient pas en mesure de riposter. Près de 1400 marins français moururent au cours de cet affrontement. Suite à cette agression, le régime de Vichy rompit ses relations diplomatiques avec le Royaume-Uni.



**Les navires français frappés par les obus anglais
à Mers-el-Kebir – 3 juillet 1940**

AMOUROUX Henri, *Les années 40, La vie des Français
de l'Occupation à la Libération* (Droits réservés)

TÉMOIGNAGES

Il y a 70 ans, la Seconde Guerre mondiale commençait. Des millions d'hommes en armes ont, pendant plus de 9 mois, subi l'angoisse de l'attente avant de vivre celle des combats. Des Angevins ont accepté de raconter leur quotidien et le choc de l'invasion. Ils l'ont fait avec humilité et avec le désir de rappeler aux jeunes générations que cette campagne de France avait fait de nombreux morts parmi leurs camarades. Leur témoignage est une façon de rendre hommage à ces disparus qui ont fait le sacrifice de leur vie pour la France.



MAURICE CHESNEAU

NÉ LE 11 NOVEMBRE 1919



Maurice CHESNEAU
Collection Chesneau
(Droits réservés)

Désirant passer dès que possible les concours des PTT, j'ai choisi de devancer l'appel du service national afin de rentrer plus tôt. J'ai passé un brevet de préparation militaire à Avrillé. Au cours de mon stage, j'ai suivi des exercices de tir et j'ai été classé premier pour le Maine-et-Loire. Je voulais découvrir le monde et vivre des aventures. Aussi, j'ai choisi d'incorporer le 9^e Zouaves à Alger. Le 15 octobre 1938, j'arrivais en Algérie.

Nous avons commencé par quinze jours d'instruction. On faisait des marches épuisantes dans le sable. Nos officiers venaient tous de la légion et ils imposaient une discipline de fer. Après mes classes, mes supérieurs ont voulu m'accorder le grade de caporal mais j'ai refusé. Ils ont menacé de m'envoyer en prison pendant 15 jours puis,

finallement, ils m'ont nommé responsable du magasin d'habillement. De temps en temps, je faisais des gardes au palais du gouvernement.

Nous ne parlions jamais de politique dans les casernes. Depuis 1938, je sentais que les agitations d'Hitler inquiétaient les anciens mais les jeunes étaient insouciants. Quand le Führer a envahi la Pologne, j'allais en direction de Tripoli et c'est à Moknine que nous avons eu 70% de malades à cause des fièvres. C'est pour cette raison que nous sommes revenus en France à Carcassonne.

Quand la guerre a été déclarée, seuls les engagés manifestaient de la joie. J'étais abasourdi. Je voulais juste devancer l'appel et je me retrouvais dans une unité combattante. Je considérais que je n'avais pas de chance. Je n'aimais pas trop les Allemands mais j'étais pour la paix.

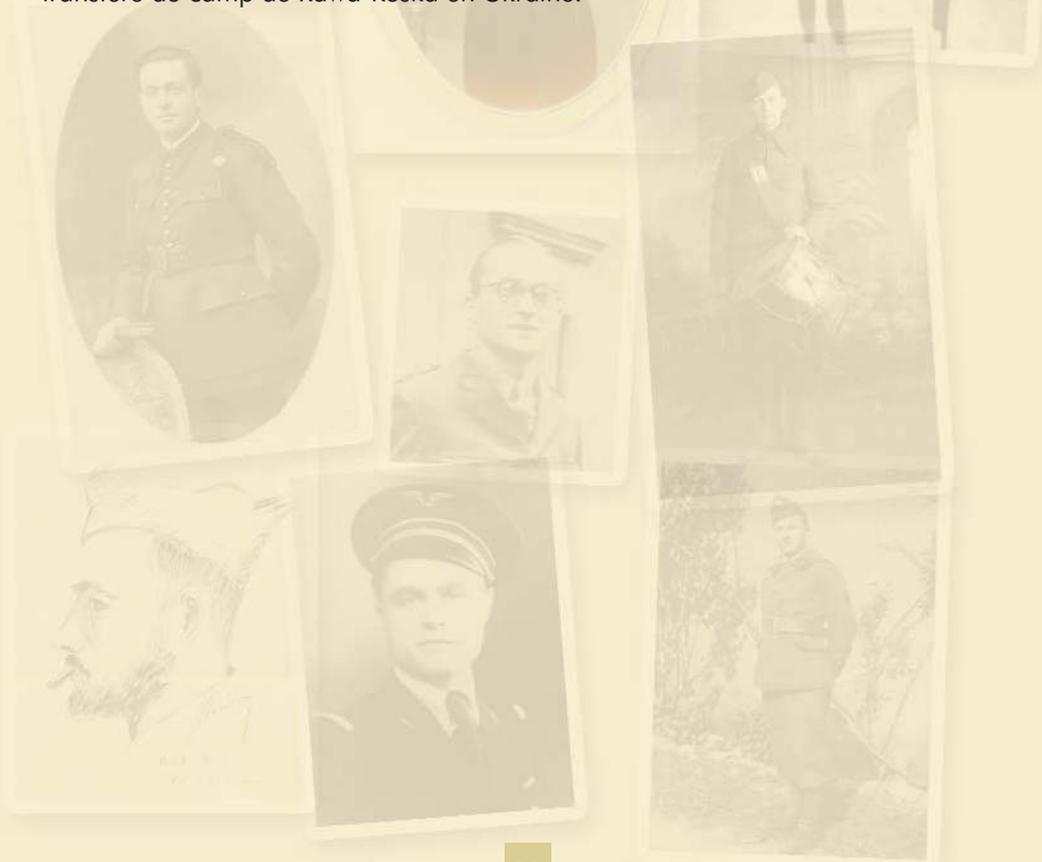
Après Carcassonne, mon régiment a d'abord été affecté dans un petit village dans l'Aube, à côté de Troyes puis il s'est installé à Sarreguemines en décembre ou janvier avant de se fixer à Dieuze (Moselle). Au cours de ces mois, notre vie fut très monotone. Nos officiers ne nous disaient rien. Nous couchions dehors et nous n'avions pas la possibilité de prendre une douche tous les jours. Notre pain et notre vin gelaient. La cuisine était de médiocre qualité. L'attente nous pesait.

L'attaque du 10 mai fut une véritable surprise. J'avais obtenu une permission et j'étais en Anjou depuis le 9 mai. J'ai pu repartir le 18, mais en arrivant à Dieuze, on m'a appris que mon régiment était à Soissons. Les Allemands nous talonnaient. Nous entendions siffler les balles. Réfugiés dans le bois de Cheneveau, nous avons dû

l'évacuer à cause des bombardements qui atteignirent leur paroxysme le 14 juin. Nous étions en pleine débandade. Les Allemands nous manœuvraient. On voyait bien que leur équipement et leurs véhicules leur procuraient un net avantage. La désorganisation de l'armée française apparaissait au grand jour.

Nous avons marché nuit et jour jusqu'à Saint-Dié, dans les Vosges. Exténués, nous étions en train de nous reposer à Sainte-Marie-aux Mines quand, le 20 juin 1940, des troupes de la Wehrmacht nous ont capturés. On a reçu l'ordre de déposer nos fusils, ce qui nous a chagrinés. Nous étions environ 2000. L'ennemi nous a convoyés vers les Vosges puis, après quelques jours de repos à Saint-Pierremont, nous avons pris le train pour rejoindre l'Alsace. Le 7 juillet, les Allemands nous ont enfermés à la caserne Stirn à Strasbourg. Sur place, ils nous demandaient d'effectuer des corvées. Je désirais m'échapper mais mes compagnons craignaient d'être fusillés en représailles. J'ai donc renoncé pour cette fois-là. Le 27 juillet, nous avons été transférés en Allemagne, du côté de Nuremberg.

Nous n'avons pas entendu l'appel du général de Gaulle mais on nous en a parlé. Il représentait l'espoir et la dignité. Après une évasion de 10 jours en 1942, je fus transféré au camp de Rawa-Ruska en Ukraine.



FRANCIS DELESTRE

NÉ LE 26 JUIN 1918



Francis DELESTRE
en 1939
Collection Delestre
(Droits réservés)

J'habitais à Andigné mais j'étais ouvrier agricole à Marans. A la campagne, on n'entendait pas parler d'Hitler et de ses revendications territoriales. Beaucoup de personnes n'avaient pas accès aux journaux.

Apte au service militaire, je suis parti le 4 octobre 1938 à Saint-Nicolas-de-Port, à côté de Nancy. Je n'avais jamais voyagé auparavant. J'ai intégré le 30^e bataillon de chasseurs à pied. On faisait des marches de 20 à 25 km tous les matins. L'après-midi, on avait le droit de se reposer. Le samedi, on n'avait aucune activité physique parce qu'on devait nettoyer nos chambres et participer à une revue de paquetage.

On n'était pas beaucoup informé sur ce qui se passait. Quand l'Allemagne a envahi la Pologne et que nos chefs

nous ont dit que c'était la guerre, on a été surpris. Tous les soldats ont quitté la caserne pour partir en direction de la frontière. Le 9 septembre, le bataillon a participé à l'invasion de la Sarre. Nous avons traversé la rivière sur des radeaux tirés par de simples cordes.

Peu après être arrivés en terre allemande, leur aviation nous a pilonnés mais nous avons eu la chance de ne déplorer aucune victime. On est reparti aussitôt en campagne et on a occupé une ville qui avait été vidée de ses habitants.

L'ennemi n'était pas loin. Mon supérieur m'a alors demandé de grimper dans un arbre avec des jumelles pour voir les mouvements de notre adversaire. Ce manège a duré trois jours. J'ai continué mon observation sous une violente préparation d'artillerie et j'ai averti mon groupe d'une tentative d'infiltration.

Notre bataillon était au contact des patrouilleurs allemands qui n'hésitaient pas à faire le coup de feu. Plusieurs fois dans la nuit, nous avons résisté à des assauts. J'étais dans un secteur relativement calme. Toutefois, au moment de quitter la Sarre, vers le 16 octobre, l'ennemi nous a bombardés et nous avons été obligés de nous jeter dans les fossés pour éviter un carnage. Cette attaque a provoqué la mort de deux de mes camarades tandis qu'une vingtaine d'autres étaient blessés.

Revenus en France, notre bataillon a cantonné à Honskirch puis il a pris position dans la forêt de Brandenbusch entre le 3 et le 13 novembre 1939. Notre mission consistait à effectuer des patrouilles quotidiennes sur les villages d'Alsting, Hesseling et Zinzing. Les Allemands testèrent notre résistance en tentant des coups de main mais ils ne mirent jamais en difficulté nos avant-postes.

Du 14 novembre 1939 au 20 février 1940, notre bataillon passa successivement par les villes de Crion, Jolivet, Malaucourt-sur-Seille, Baronville et Altviller. Dans cette dernière agglomération, j'ai participé à des travaux de terrassement. Quelques temps plus tard, je servis d'ordonnance⁵¹ auprès du commandant. Pour le reste, la vie quotidienne était assez morne. On continuait à faire nos exercices et on montait la garde. Les armées d'Hitler se tenaient tranquilles durant cette période. Nous dormions dans des granges.

Après l'invasion allemande, notre bataillon s'est replié vers Verberie dans l'Oise. Les combats se rapprochaient mais je n'y prenais pas part car j'étais toujours au service du commandant. Les journées du 11 et 12 juin ont été très difficiles pour le Bataillon, attaqué à plusieurs reprises. Malgré la supériorité numérique de l'ennemi, il réussit à se dégager.

La retraite a été périlleuse. Le trajet se faisait à pied et les chevaux ne tiraient pas assez vite le matériel. Après des jours passés sur la route, nous avons reçu la consigne d'essayer de passer la Loire. Nous sommes parvenus à franchir le fleuve le 18 juin, près de la ville de Sully-sur-Loire, mais l'ennemi était déjà tout proche. Nous avons subi des tirs de mortiers et de mitrailleuses. Nous sommes arrivés à Nontron en Dordogne le 24 juin où nous sommes restés 8 jours environ. C'est là-bas que nous avons appris la signature de l'armistice entre la France et l'Allemagne. Les soldats étaient contents d'avoir échappé à la captivité et à la mort.

Après la campagne de France, je suis parti à la caserne Beauvuy à Limoges. J'ai été libéré de mes obligations militaires le 30 septembre 1941 en ayant obtenu la croix de guerre avec deux étoiles de bronze.

⁵¹ Militaire mis à la disposition d'un officier pour son service personnel.

GEORGES DUPERRAY

NÉ LE 28 AOÛT 1917



Georges DUPERRAY
Collection Duperray
(Droits réservés)

J'ai été appelé sous les drapeaux au 8^e Régiment du Génie à Versailles le 23 octobre 1937. On m'a d'abord affecté au 3^e bataillon stationné au Mont-Valérien à Suresnes où j'ai rejoint la 8^e compagnie spécialisée dans la radio. Je suis devenu caporal le 16 septembre 1938.

Les choses ont commencé à bouger pour nous après la signature du pacte germano-soviétique. Nous sommes partis le 27 août 1939 au matin pour l'est. Nous avons cantonné à Mouzay dans la Meuse jusqu'au 15 septembre. Alors que j'avais effectué mes deux ans de service dans une compagnie radio, je suis parti dans la 201 T, une compagnie télégraphique où j'avais la responsabilité de gérer l'approvisionnement et la distribution de nourriture. Au cours des premiers jours de

septembre, j'ai constaté que le courrier circulait difficilement. Pendant ce premier mois de guerre, nous avons traversé plusieurs villages pour finalement nous arrêter à Malavillers (Meurthe-et-Moselle).

Le 25 octobre, j'ai été nommé sergent par le commandant des Transmissions de la 10^e DI. A partir de ce moment, je me suis rendu presque chaque semaine à Metz ou à Verdun pour les besoins de ravitaillement de la compagnie. Les conditions de circulation étaient périlleuses pendant le terrible hiver 1939-1940 mais l'habileté de mon chauffeur m'a toujours permis d'apporter ce qu'il fallait aux soldats.

Au retour d'une permission de 12 jours, notre compagnie s'est installée à Novéant (Moselle) le 19 janvier 1940 puis, dès le 8 février, ma compagnie s'est portée sur Vaudoncourt (Meuse) avec comme centre d'approvisionnement la ville de Verdun.

Après une nouvelle permission, j'étais de retour à Jézainville où ma compagnie cantonnait depuis avril. Couché à 2h30, j'ai été brusquement réveillé deux heures plus tard par un fracas épouvantable. Hitler venait de déclencher un déluge de fer et de feu sur l'Ouest de l'Europe tandis que ses panzerdivisions contournaient la ligne Maginot et submergeaient nos lignes. C'était le fameux 10 mai 1940.

Nous avons quitté notre cantonnement pour Pomacle (Marne) où nous sommes arrivés le 17 mai. La 10^e DI devait défendre le secteur de Château-Porcien et contenir les Allemands qui essayaient de franchir l'Aisne. Déjà, le courrier avait du mal à être acheminé. Les raids aériens étaient nombreux et les lâchers de bombes fréquents. Dans ces conditions, le ravitaillement de nos postes avancés était dangereux. Le

village avait été déserté par les habitants. Les jours passaient et notre secteur demeurait relativement calme mais, après plusieurs tentatives infructueuses, les Allemands parvenaient, le 9 juin, à franchir l'Aisne. Nous avons dû évacuer Pomacle pour nous replier sur des positions non préparées à l'avance. Nous avons pris la direction plein sud. Les villages traversés avaient été sévèrement bombardés et il n'était pas rare de voir des cadavres de soldats et de bêtes dans les rues.

Nous avons passé la Marne à Condé le 11 juin. Le lendemain, nous avons subi deux bombardements aériens et, ne pouvant riposter, nous nous sommes réfugiés dans des bois. Nous rencontrions des réfugiés déconcertés et des fantassins qui avaient perdu leur unité au cours de leur retraite.

Le 14 juin, après une nuit sur la route, nous avons pris du repos à Bessy (Yonne) mais nous avons perdu une partie de notre compagnie. C'était vraiment la débandade ! Nous sommes arrivés sur Troyes (Aube) en même temps que des avions italiens qui ont détruit les principaux ponts de la ville. Malgré cela, nous avons réussi à passer la Seine avec pour objectif de gagner Auxerre (Yonne) puis de passer la Loire. Franchissant le fleuve à Cosne, nous avons goûté à une nuit de repos puis nous avons eu la joie de retrouver des camarades dont on était sans nouvelles depuis plusieurs jours.

Le 17 juin, en traversant Charost (Cher), nous avons entendu le Maréchal Pétain demander aux soldats de cesser le combat. Nous ne savions pas si nous devions nous en réjouir ou en pleurer.

Poursuivant notre périple dans plusieurs départements, nous avons atteint, le 22 juin, le camp du Barcarès, vidé de ses réfugiés espagnols. Le soir même, nous apprenions que l'armistice avait été signé avec l'Allemagne. Le 25, c'était officiellement la cessation des hostilités. Nous étions mal à l'aise. Un sentiment de honte nous a envahis en songeant à ce qu'avaient réalisé nos glorieux poilus. Le 29 juin, nous avons quitté Barcarès pour rejoindre Mèze, une petite ville en face de Sète.

Le 10 août 1940, l'armée nous a autorisés à rentrer dans nos foyers. Je suis rentré chez moi à Linières le 12 août.

LOUIS GEOFFROY

NÉ LE 4 MAI 1917



Louis GEOFFROY
Collection Geoffroy
(Droits réservés)

Breveté pilote d'avion en 1938, j'ai décidé de résilier mon sursis d'incorporation par patriotisme. A l'époque, il n'était pas évident de s'engager dans l'armée car il y avait un fort sentiment antimilitariste en France. Après avoir réussi le concours d'entrée, j'ai intégré l'école de tirs aériens de Cazeaux en juin 1939. Quelques mois plus tard, les Allemands et les Soviétiques signaient un traité de non-agression. Cette alliance inattendue me navra car elle annonçait la guerre qui, d'ailleurs, ne tarda pas à éclater. En avril 1940, j'ai été affecté à la 1^e escadrille de la 31^e escadre de bombardement sur le terrain d'entraînement de Lezignan. Cette unité, qui avait été déjà engagée en Lorraine avec des avions très anciens, venait de percevoir des appareils plus modernes, des Léo 45.

Le 10 mai 1940, l'unité reçut l'ordre de rejoindre d'urgence le terrain du Roy situé au sud-est d'Amiens. C'est à cette occasion que j'acquis la conviction que la Cinquième Colonne⁵³ était active en métropole. En effet, une personne m'indiqua ma destination alors qu'elle n'avait pas à le savoir, ce qui prouve qu'il y avait des fuites sur des informations militaires confidentielles.

Le 12 mai, nous sommes intervenus en soutien aux troupes au sol qui se trouvaient dans le sud-est de la Belgique. Pendant environ deux jours, nos attaques se sont concentrées sur les unités blindées ennemies qui attaquaient furieusement sur les rives de la Meuse.

Vers le 20 mai au matin, alors que nous avons bombardé la veille au soir un rassemblement de chars dans la région de Monthermé, nous avons reçu l'ordre de reconnaître et d'attaquer une colonne ennemie qui avançait sur Montcornet et qui avait parcouru plus de 60 km en une nuit. La reconnaissance a été vite faite car notre avion leader, qui volait à très basse altitude, a été abattu par la Flak⁵⁴. La même opération dans l'après-midi nous a coûté 2 équipages.

Nous nous sommes repliés vers la région de Meaux, sur le terrain de Clay-Souilly. A peine le dernier avion avait atterri que nous avons été copieusement bombardé par l'ennemi. Visiblement, le secret de notre déplacement avait été encore éventé. Le lendemain, nous avons décollé en évitant les trous de bombes, pour opérer à partir

⁵³ Pendant la campagne de France de mai à juin 1940, cette expression désignait les individus qui espionnaient les armées métropolitaines et provoquaient la panique et la désorganisation de l'arrière au profit de l'Allemagne.

⁵⁴ Nom des batteries anti-aériennes allemandes.

du terrain de Chartres. Notre objectif était toujours de limiter la progression des blindés allemands qui avançaient rapidement vers l'ouest.

Début juin, nous avons fait retraite vers le terrain de Châlons-sur-Saône. Les mêmes missions nous étaient assignées. L'ennemi prenait la direction du sud et les réactions de la Flak, après une relative accalmie, étaient plus virulentes que jamais : nous avons perdu plusieurs équipages et de nombreux avions sont rentrés endommagés. Nous n'avons jamais eu de couverture de chasse (à basse altitude, c'était inutile). Nous n'avons été attaqués qu'une seule fois par les Messerschmitt 109 ; plusieurs balles ont traversé le fuselage sans faire trop de dégâts.

Lorsque l'Italie a déclaré la guerre, nous avons été affecté au front sud et avons rejoint le terrain d'Istres, pour effectuer plusieurs missions de reconnaissance mais aucune de bombardement.

Au cours de ce mois tragique, plusieurs souvenirs me sont restés gravés :

- D'abord la résistance acharnée des blindés français défendant le passage de la Meuse. Ils ont tenu plusieurs jours et ils ont été submergés par un ennemi qui bénéficiait d'un matériel bien supérieur en nombre et qui savait organiser un renfort considérable sur les points importants.

- Le pitoyable exode provoquant l'engorgement des routes à l'intérieur du pays. Des piétons, munis de baluchons, essayaient de fuir mais pour fuir où ? En survolant cette cohue indescriptible, on ne pouvait que plaindre cette malheureuse population meurtrie, affolée et livrée à elle-même.

- Lors d'un atterrissage à Toulouse, j'ai été surpris de voir, autour de la piste, de nombreux Dewoitine 520, les meilleurs chasseurs du moment. Ils restaient sur place parce qu'il leur manquait une ou deux pièces d'équipement secondaire. Ce fut difficile à comprendre pour moi alors que, depuis un mois sur le front, les stukas, les Messerschmitt 109 et 110 s'acharnaient sur nos combattants démunis de couverture aérienne.

Après l'armistice, je suis resté dans l'armée avant d'être démobilisé en 1942. J'ai servi dans les Forces Françaises de l'Intérieur dans la région de Toulouse jusqu'en 1945.

MICHEL HENRY

NÉ LE 15 MAI 1913



Malgré la méfiance envers les Allemands et les provocations d'HITLER devant la communauté internationale, les Français ouvrirent les yeux sur la véritable nature du régime nazi quand la Pologne fut envahie.

A la nouvelle de la mobilisation générale, les réactions de mon entourage se partagèrent entre curiosité et excitation. Dès le 5 septembre, je fus incorporé au 76^e Groupement de Reconnaissance de Division d'Infanterie⁵⁴ (GRDI) à Angers. Les hommes étaient jeunes et ils ne parlaient pas beaucoup des événements en cours, espérant encore que

tout pouvait encore s'arranger avec un nouveau Munich.

Titulaire du grade de Maréchal des Logis, je commandais le peloton de commandement de 2^e escadron moto. En théorie, nous aurions dû avoir des side-cars pourvus chacun d'un fusil-mitrailleur mais, en réalité, nous devions nous contenter de Simca-5, des voitures de tourisme contenant 2 places ! Les cavaliers étaient bien équipés, prêts pour une guerre classique comme entre 1914 et 1918.

L'entraînement se faisait dans la forêt de la Warndt, à la limite de la frontière, où le groupe de reconnaissance avait été envoyé dès le début des hostilités. Nous vivions dans des cagnas sous les bois. Nous étions bien nourris et bien abreuvés et, s'il n'y avait pas eu toutes les nuits des visites de soldats allemands avec échanges de fusillades sans grands dommages, tout aurait été parfait. C'est ainsi que du 3 septembre au 10 mai, notre unité a été transportée de poste en poste, sans perte.

Les officiers et la troupe, qui s'interrogeaient sur l'utilité de notre présence dans ces contrées, prenaient leur mal en patience. Je me souviens que des camarades sous-officiers faisaient quelquefois venir leur femme. Les soldats logeaient chez l'habitant et il commençait à être difficile de maintenir la discipline.

Un certain fatalisme régnait chez les combattants. L'alcool ne manquait pas. Les bobards circulaient, entre autres, une certaine prédiction de Sainte-Odile qui annonçait un retournement de situation.

Peu avant le début de l'offensive allemande, je fus nommé aspirant. Mon capitaine me confia le commandement d'un peloton qui fut décimé au cours d'une reconnaissance. Je réussis à m'en sortir grâce à une chance incroyable.

Après le 10 mai, nous n'avons cessé d'être bousculés par nos adversaires. Nous étions épuisés, moralement et physiquement. Aussi, lorsque les Allemands arrivèrent

⁵⁵ C'était une division coloniale.

à nous encercler, nous déposâmes nos armes avec des soupirs de soulagement. Le 22 juin, l'ordre de cessez-le-feu nous parvenait. Après un passage à Crépey, nous devînmes les prisonniers des Allemands à Colombey-les-Belles le 24 juin. Le colonel du Paty du Clam prononça un discours devant nous dans lequel il déclara : « *Il ne faut pas désespérer de la France* ». Une tristesse implacable nous a envahis. Nous comprenions qu'il n'y avait pas d'autre solution que de cesser le combat. Nous étions persuadés que nous avions la plus belle armée du monde et, finalement, on s'apercevait que nos chefs politiques et militaires s'étaient aveuglés. Le grand état-major en était resté à la guerre de 1914-1918 et il n'avait pas tenu compte de la fulgurante campagne de Pologne.

Nos vainqueurs nous traitèrent correctement. Il me revient en tête l'image de ce long cortège de soldats qui traversaient les villages sous le regard dépité des passants tandis que les femmes pleuraient. Envoyé au stalag 17-B à Krems en Autriche, j'ai eu la chance d'être libéré en janvier 1941 à cause de problèmes de santé.

Fils d'un ancien combattant de 14-18, j'ai compris l'abattement de mon père à la suite de notre défaite. Pétain était toujours pour lui le grand chef qui l'avait amené à la victoire de 1918. Il ne pouvait qu'avoir confiance dans ses décisions.

Il comprenait mal nos raisons de croire en le général de Gaulle et il lui a fallu 1944 pour acclamer et s'en remettre à celui qui avait rendu son honneur à la France.



LOUIS MANSEAU

NÉ LE 6 JUILLET 1915



Portrait de Louis MANSEAU
réalisé par un camarade
Collection MANSEAU
(Droits réservés)

Externe en médecine à Rennes, j'avais pu bénéficier d'un report d'incorporation. Durant les années 30, Hitler a multiplié des coups de force contre les voisins de l'Allemagne. A la signature des accords de Munich qui consacraient le démantèlement de la Tchécoslovaquie, ma famille ne comprit pas la joie des Parisiens qui acclamaient Daladier. Pour nous, le Führer était un sournois hypocrite qui ne respectait jamais sa parole. Lors de la signature du pacte germano-soviétique, je me suis rendu compte que le risque d'un embrasement général était réel. Le 1er septembre, les Nazis prétextèrent une agression de la Pologne pour pouvoir envahir ce pays. La manœuvre était grossière. Les pays occidentaux étaient décidés à mettre un terme aux agissements d'Hitler.

J'ai appris la nouvelle de la mobilisation par la radio. Le professeur Eugène Marquis, dont j'étais l'élève, a convaincu ma promotion de passer l'examen pour devenir élève officier de réserve et médecin-auxiliaire. Nous avons tous été reçus avec une moyenne de 19 sur 20.

J'ai reçu l'ordre de rejoindre la 4^e Section d'Infirmiers Militaires (SIM) au Mans où j'ai reçu des vêtements militaires qui dataient de la Première Guerre mondiale. Après 3 ou 4 jours, mes camarades et moi sommes revenus à Rennes. L'autorité militaire nous a installés dans la faculté de lettres. On y est resté jusqu'à la fin octobre. Nos chefs nous ont informés que nous partions suivre la formation d'élèves-officiers de réserve en vue d'être nommé médecin-auxiliaire de réserve.

Après être passé par le centre de répartition de Saint-Dizier, mon groupe a été dirigé vers l'hôpital d'évacuation primaire HOé1 à Ancemont (Meuse). On était logé dans une baraque en tôle sans chauffage alors qu'il faisait déjà -20° dehors. Nos instructeurs étaient généralement des caporaux qui prenaient plaisir à nous imposer des brimades en raison du fait qu'ils savaient que nous deviendrions bientôt leurs supérieurs. En février 1940, nous avons tous été nommés médecins-auxiliaires.

Travaillant à l'hôpital de Bantheville (Meuse), j'ai siégé dans des commissions de réforme qui avait pour mission de débusquer ceux qui s'inventaient des maladies imaginaires pour échapper à l'armée.

Au mois de mars, j'ai été affecté au 18^e Parc d'Artillerie de Corps d'Armée (PACA) qui se trouvait à Brioules. Ce village avait une grande importance stratégique puisqu'il y avait le dépôt de pain de la compagnie et le dépôt des canons de 105 et 155. A 25 ans, j'étais le seul médecin pour 300 hommes. Mon premier objectif a été de renforcer l'hygiène en créant des feuillées⁵⁵ et en veillant à la propreté de l'infirmierie. Mon secteur était calme même si, presque toutes les nuits, nous étions réveillés par la DCA.

⁵⁶ Fosses servant de latrines aux troupes de campagne.

Le 10 mai, à 5h15 de l'après-midi, je discutais avec le vaguemestre quand les stukas ont bombardé le village. Mon interlocuteur a été mortellement blessé. J'ai eu le temps d'aller chercher mon masque à gaz et mon casque dans ma résidence mais en revenant, j'ai constaté que les maisons, pour beaucoup entièrement démolies, étaient plongées dans la fumée et la poussière. Nous n'avions ni électricité, ni téléphone, ni eau courante. Mon infirmerie était détruite et je n'avais plus de pansement et d'antiseptique. J'ai ordonné aux infirmiers de fouiller dans les caves pour trouver des draps et de l'alcool à brûler. J'ai envoyé une estafette motocycliste me chercher des pansements mais elle n'est revenue que trois jours plus tard sans rien. J'avais pu aménager un local pour accueillir les blessés mais les premiers brancards ne m'amenaient que des cadavres. Les avions ennemis sont revenus nous mitrailler plusieurs fois pendant 4 jours. Le ravitaillement en viande n'était plus assuré. Les civils ont été évacués et nous avons fait de même au début du mois de juin.

Nous sommes partis vers le nord dans la forêt de Consenvoye. Mes 4 infirmiers sont partis avec mon ambulance mais ils ont été faits prisonniers. J'ai alors été obligé de monter dans un camion de réparation. Les Italiens, qui venaient de déclarer la guerre à la France, nous bombardaient avec des grenades de cantonnement. On a reçu l'ordre d'évacuer et une file d'une centaine de camions s'est formée. Je suis monté dans le dernier, un vieux Berliet, qui traînait la roulante et qui faisait du 7 km/heure. Très rapidement, on s'est fait distancé et on s'est retrouvé isolé. Étant le plus gradé dans le camion, je décidais de filer par le sud. En arrivant dans le Jura, nous avons demandé aux civils s'ils avaient vu des Allemands. Ils nous répondirent qu'ils étaient déjà passés depuis 48 heures et ils nous reprochèrent de n'avoir pas assez bien défendu la frontière. Nous avons poursuivi notre route jusqu'au val d'Ahon où nous avons fait le plein de notre véhicule.

Au cours de notre périple, j'ai rencontré un capitaine qui nous a conseillé de rejoindre mon dépôt militaire qui était à Bordeaux. Nous avons traversé le massif central. A chaque fois que nous changions de département, je réclamais aux villageois un calendrier des Postes afin de connaître les voies secondaires. Nous sommes passés par Vichy le jour de l'armistice.

En arrivant sur Bordeaux, nous avons eu la stupéfaction de voir que c'étaient des gendarmes allemands qui réglaient la circulation. Ce sont eux qui nous ont conduits à la caserne Nansouty puis on nous a regroupés à Pessac où je suis resté 48 heures. Nos supérieurs nous ont ordonné de prendre le train pour Marseille puis nous sommes remontés sur Aix-en-Provence. Début juillet, j'ai travaillé deux jours au camp des Milles dans lequel il ne restait plus que des personnes juives âgées. Après, j'ai été affecté dans une compagnie d'ouvriers d'artillerie à Luynes. Le régime de Vichy nous a démobilisés le 15 octobre 1940. On nous a donné des vêtements civils et on nous a formellement interdit d'emporter nos effets militaires. J'ai donné mon casque à un petit garçon qui était très content. Je me suis marié le 25 décembre 1940. J'ai été rappelé au service militaire le 14 février 1945.

GABRIEL NOURY

NÉ LE 1ER OCTOBRE 1913



Gabriel NOURY en 1940
Collection Noury
(Droits réservés)

Après mon service militaire dans l'aviation entre octobre 1933 et septembre 1934, je suis devenu directeur d'une imprimerie à Angers. Comme beaucoup, j'ai ressenti un peu d'inquiétude lorsque Hitler est arrivé au pouvoir. Je lisais les journaux et je connaissais une partie de la doctrine nazie. Les Français se cramponnaient à la paix et ils étaient prêts à faire beaucoup de concessions pour la préserver. Toutefois, quand le pacte germano-soviétique a été signé, j'ai compris qu'il y aurait la guerre. L'invasion de la Pologne le 1^{er} septembre 1939 confirma mes doutes.

La France, qui avait noué des accords de défense avec ce pays, devait tenir ses engagements.

J'ai été mobilisé dès le 2 septembre. Je venais de me fiancer. Tout le monde était inquiet. Affecté au 125^e

Régiment d'Infanterie, je suis parti à Saint-Barthélemy pour toucher mon paquetage et mon fusil. Comme j'avais servi dans l'armée de l'Air, je ne connaissais rien au maniement des armes en usage dans l'infanterie et je trouvais que l'équipement était très lourd. Après quelques jours, j'ai pris le train pour me rendre dans les Ardennes. J'occupais la fonction de voltigeur. On faisait des marches épuisantes dans la campagne. Dans les forêts, on coupait les arbres à un mètre du sol pour arrêter les chars qui...sont passés tranquillement par les routes, travail qui m'a valu un séjour à l'hôpital de Morhange.

A la fin de l'année 1939, mon régiment a été envoyé dans l'Aisne. Nous ramassions les betteraves à sucre pour aider les paysans. Mes supérieurs, remarquant que je n'étais pas très à l'aise dans les exercices physiques, m'ont muté dans l'unité musicale du 125^e alors que je n'y connaissais rien. Ils m'ont fait jouer du tambour et les répétitions se faisaient au grand air. Avec le froid (-28°), les lèvres de certains de mes camarades restaient collées à leur trompette.

Au mois de février ou de mars 1940, j'ai intégré le 6^e régiment du Génie à cause d'un malentendu. J'avais signalé que j'avais exercé la profession de typographe mais mes chefs ont confondu avec le métier de topographe ! On m'a donc demandé de sillonner les campagnes pour relever les blockhaus et les positionner sur une carte. Je m'en suis quand même bien tiré et l'armée ne s'est aperçue de rien.

L'attaque allemande a mis fin à cette vie monotone. Nous avons été surpris par l'audace et la rapidité de nos assaillants. Nos officiers, qui étaient pour la plupart

des réservistes, ne savaient pas comment réagir. Le 11 mai, nous avons marché en direction de la Belgique jusqu'à Dinant quand une escadrille d'avions allemands nous a bombardés dans la forêt de Corenne-Florenne. Deux jours plus tard, nous subissions une nouvelle attaque aérienne. Nos camions, chargés de munitions, explosaient. Nous nous cachions derrière les arbres pour éviter d'être criblés par les balles des stukas. Désemparés, nos troupes ont reflué en France vers Maubeuge. A partir du 17 mai, nous avons été en pleine débandade. J'échappai à la mort dans la forêt de Morman et dans des champs à Aulnoye. A Berlaimont, je me réfugiais avec deux autres soldats dans la cave d'une maison dans laquelle se trouvaient déjà 3 civils. Nous entendions les canons détruire les habitations les unes après les autres. Au bout d'un certain temps, les bombardements cessèrent et le silence s'installa. En sortant de la cave, je tombais nez à nez avec un officier allemand, revolver au poing. D'un bond, je retournai dans mon abri mais nos ennemis nous capturèrent sans difficulté. Dans la rue, je me mis à courir pour rejoindre une colonne de chars français mais je m'apercevais qu'ils étaient eux-mêmes prisonniers. Inconsciemment, j'ai saisi la gourde d'un Allemand et j'ai bu un trait de schnaps.

Les Allemands nous ont regroupés et nous avons formé une colonne. Nous étions pitoyables et désespérés. Nous partions vers la Belgique. A Hadamar, nous avons reçu quelques soins. J'avais des plaies au genou et de nombreuses ampoules aux pieds comme beaucoup de mes camarades. Il faisait si chaud pendant les marches qu'on n'hésitait pas à boire l'eau des mares dans lesquelles gisaient des cadavres de vaches. Nos gardiens nous traitaient avec humanité. Après avoir transité dans un camp à Diez-Ost, nous avons pris le train à Saint-Vith pour une destination inconnue. Pendant 2 jours et 2 nuits, nous avons été enfermés à 50 dans un wagon à bestiaux avec pour seule nourriture un morceau de pain et un peu de margarine. Les Allemands refusèrent de nous donner de l'eau. Nous étions obligés de faire nos besoins dans l'une de nos chaussures et de les faire passer de mains en mains pour vider leur contenu, sans se faire voir. Quelle déchéance !

Le 29 mai, nous avons traversé Berlin et une partie de la Prusse-Orientale. Notre convoi s'est arrêté près d'Allenstein. Nous avons été parqués dans un camp d'internement. Il y avait plus de 30000 prisonniers répartis dans une quinzaine d'immenses baraques. Dans l'une d'elles se trouvaient des civils, des femmes et des enfants, qui étaient vraiment à plaindre. Ma captivité a duré jusqu'à la fin de la guerre, avec les souffrances physiques, psychiques et affectives que l'on peut aisément deviner, avec des hivers à -42° et la hargne des autochtones. VAE VICTIS

LÉON PARIS

NÉ LE 6 SEPTEMBRE 1920



Léon Paris en 1940
Collection Léon Paris
(Droits réservés)

A cette époque, je ne m'intéressais pas trop à la politique mais il y avait une certaine méfiance envers Hitler. Mon père, qui était un ancien de 1914-1918, me disait que je ferais probablement la guerre. Il avait compris que le dictateur voulait prendre sa revanche.

Je désirais intégrer l'école de maréchaleries de Saumur. Or, pour pouvoir y accéder, il fallait s'engager dans l'armée. J'ai donc rejoint à 19 ans le 9^e régiment de Spahis algériens de cavalerie légère à Vienne dans l'Isère en mars 1939. Nous n'étions que quelques Français. Je n'ai pratiquement pas fait d'exercices militaires car on m'a tout de suite affecté à la forge. Là-bas, nous avions le droit de sortir le soir mais il fallait que l'on porte notre tenue orientale et le sabre qui allait avec.

Les choses ont commencé à bouger lorsque le pacte germano-soviétique a été signé le 23 août 1939. Nous avons immédiatement été mis en alerte et nous sommes partis en Haute-Savoie sur la frontière franco-italienne. Nous avons pris position au col de Reyret. A la nouvelle de la déclaration de guerre, les premiers réservistes sont venus nous rejoindre. Les gens étaient consternés. Dans les gares, il n'y avait pas de joie. Il y a eu un peu de pagaille lors de la mobilisation. Nous avons constaté qu'une partie de nos munitions n'était pas adaptée à nos carabines.

Dans mon régiment, les Arabes étaient très motivés. On n'était pas des enrégés politiques mais on estimait qu'il était du devoir de la France de venir porter secours à notre allié polonais. On considérait que l'Allemagne était l'ennemi héréditaire et on ne les appréciait guère.

Au mois d'octobre, nous avons fait mouvement vers l'Est, le Haut Doubs puis dans le Haut-Rhin près de la frontière suisse. Il y avait des escarmouches et quelques bombardements mais il n'y eut jamais de victime.

On se demandait ce qu'on faisait là. L'inaction nous rendait morose. Je rappelle que l'hiver 39-40 avait été particulièrement vif. Mes camarades maghrébins souffraient terriblement du froid. On n'avait pas grand-chose à faire.

Lorsque les Allemands ont envahi la France, j'étais en permission chez mes parents. Je me souviens que les anciens combattants râlaient de nous savoir en permission. Les gendarmes sont venus chez moi et m'ont ordonné de rejoindre sans délai mon régiment. J'ai eu beaucoup de mal à le retrouver. Après plusieurs jours, je suis arrivé

à la gare de Port-Atelier, non loin de Langres. J'étais frappé par la désorganisation de l'armée française. On était des milliers de soldats à tourner en rond.

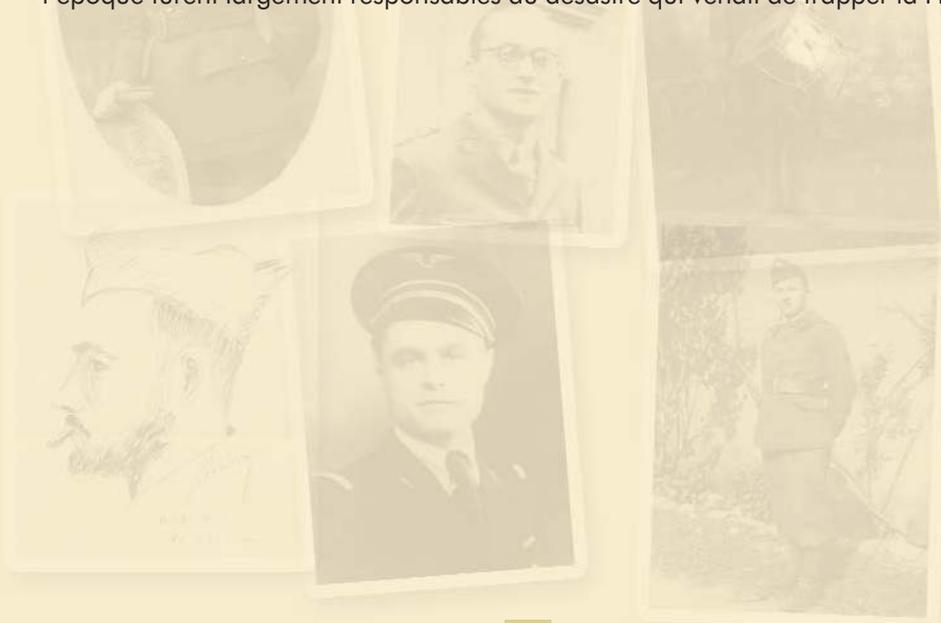
J'ai finalement pu retrouver mon régiment. Je me souviens que nous arrachions les publicités pour les bouillons Liebig apposées aux carrefours car elles contenaient des indications en allemand qui favorisaient la progression de l'ennemi.

On sentait bien que l'attaque de la Wehrmacht avait surpris nos officiers. Ils étaient décontenancés car ils ne recevaient plus d'ordre. Vers la fin, les régiments n'étaient plus encadrés que par des officiers subalternes.

Nous nous sommes battus à Maiches, le haut du Doubs Versel. Nos canons de 25 ont détruit plusieurs chars allemands. Les combats étaient violents. Mes deux servants sont morts. J'ai eu plusieurs de mes chevaux tués et j'ai dû achever ceux qui étaient blessés. Il n'y avait pas de panique mais on sentait le découragement monter en nous. On était impressionné par l'équipement et la rapidité de l'ennemi. Ils se déplaçaient en camions alors que nous devons marcher. Fin juin, la situation devint catastrophique. L'approvisionnement n'était plus assuré. Les ordres étaient contradictoires. Nous étions encerclés par une division motorisée allemande.

J'ai été capturé le 20 juin. On a eu un ordre de cessez-le-feu. Nos officiers nous ont rassemblés et nous avons cassé nos mousquetons. Les Allemands ont rendu hommage à notre résistance en nous présentant les armes.

Nous avons traîné de caserne en caserne de Besançon à Colmar. Arrivé dans cette ville le 29 juillet, je me suis retrouvé prisonnier dans un hôpital vétérinaire allemand. On avait une guerre de retard. Pendant longtemps, les soldats français de 1940 ont été méprisés. Pour ma part, je considère que les autorités civiles et militaires de l'époque furent largement responsables du désastre qui venait de frapper la France.



JOSEPH POULAIN

NÉ LE 18 JANVIER 1918



Joseph POULAIN en 1939
Collection Poulain
(Droits réservés)

J'étais apprenti-forgeron chez mon père à Cheviré-le-Rouge avant la guerre. Je suis parti le 4 novembre 1938 au 26^e Régiment d'Infanterie qui était stationnée à Nancy, en plein centre-ville. J'ai été affecté au 1^{er} bataillon à la Compagnie d'Accompagnement 1 (CA1). Lors de mes classes, mes supérieurs ont cru bon de m'envoyer à la maréchalerie mais je n'y suis finalement pas resté car il y avait déjà 4 personnes qui y travaillaient.

La situation internationale était tendue mais on n'y prêtait pas beaucoup attention. Les choses ont commencé à bouger au mois de juin 1939. Ma compagnie a creusé des tranchées antichars sur la frontière à côté de la ligne Maginot. Le 22 août, tout le régiment a reçu des obus pour les canons et des munitions pour nos fusils. Nous sommes

partis dans la nuit du 23 et de nombreux Nancéens étaient là pour nous saluer. Notre train nous a conduits à la frontière. Le 7 septembre, nous sommes arrivés à Sarreguemines qui avait été évacuée comme de nombreux villages.

Quand nous avons vu les affiches de mobilisation, on a compris que c'était la guerre mais on ne réalisait pas vraiment la gravité de la situation. Dans ma compagnie, nous avons conservé nos vieux mousquetons tandis que des fusils neufs étaient distribués aux fantassins.

Le 8 septembre au soir, le commandant de la compagnie nous a dit de rester en tenue de combat. Là, on ne rigolait plus. La nuit où l'on s'est dirigé vers la frontière, mon régiment a utilisé des radeaux pour franchir la Blies, une petite rivière sur la frontière. Ma compagnie suivait les fantassins. Notre pénétration s'est faite sur 5 à 6 km. Les Allemands ont immédiatement riposté. Nous avons pris le village Hitlersdorf mais il fallait faire très attention car le terrain était truffé de mines. J'ai vu l'un des premiers morts français. Il s'agissait du lieutenant Fageot. Un sniper caché dans les arbres l'avait abattu d'une balle dans la tête. Nous avons fait prisonnier un Allemand qui avait reçu un projectile dans la poitrine. Nous avons trouvé sur lui du pain noir, ce qui nous a fait abusivement croire que les ressources alimentaires de l'Allemagne étaient sur le point de s'épuiser.

Il faisait une chaleur terrible. Les combats faisaient rage. On était obligé de ramper. Les balles frappaient le bouclier de mon canon. Pendant les 3 ou 4 semaines où nous sommes restés, les Allemands n'ont jamais cessé d'être au contact et de nous

bombarder. Ils ont abattu les avions français et anglais. Nos conditions de vie étaient dures. On dormait à la belle étoile, qu'il fasse beau ou qu'il pleuve.

Mon régiment a été relevé et nous avons reçu une prime de combat de 5 francs par jour de combat. Après être repassé par la caserne vide de St-Jean-Rorbach, nous sommes descendus du côté de Delme pour nous reposer. A partir de ce moment, nous sommes repartis plusieurs fois en deuxième ligne mais c'était calme. Au mois d'avril ou de mai, nous sommes remontés sur Forbach.

Dans la nuit du 10 au 11 mai, l'un de nos chefs est venu nous dire que les Allemands s'apprêtaient à nous attaquer. Ceux-ci ont bombardé nos positions pendant 8 heures puis ils ont lancé leur assaut. Cette situation a duré 3 jours. Notre chef de section a été tué mais ils ne sont pas parvenus à nous vaincre.

On a quitté Forbach pour rejoindre Verberie dans l'Oise. On s'est installé sur le pont de Compiègne. Nos adversaires multipliaient les attaques. J'ai reçu l'ordre de retourner à la maréchalerie car les 4 militaires employés là-bas avaient été tués par une bombe. Encore une fois, j'ai eu de la chance puisque la personne qui m'a remplacée au canon de 25 a été tuée.

Entre fin mai et début juin, l'armée française a commencé sa retraite. Celle-ci se faisait au milieu des réfugiés qui étaient démunis. Nous descendions vers le sud avec pour objectif de passer la Loire. Le Génie retardait l'ennemi en faisant sauter les ponts que nous venions de traverser.

Le repli de mon régiment s'est effectué dans l'ordre. Nos compagnies n'ont jamais été dispersées. Nous étions bien organisés au contraire de certaines compagnies composées de réservistes qui n'avaient pas le matériel adéquat.

Nous étions à Roumazières dans la Vienne quand nous avons appris que la guerre était finie. Nous échappions à la capture. Dans l'ensemble, les soldats étaient soulagés de survivre à cette épreuve. Après l'armistice, je suis parti dans un centre de démobilisation à Limoges mais je suis resté sous l'uniforme. En septembre, j'ai intégré le 51^e Régiment d'Infanterie qui venait d'être formé à Albi. J'ai définitivement quitté l'armée en janvier 1941.



ANDRÉ RENOULT

NÉ LE 18 JUIN 1916



André RENOULT en 1939
Collection Renault
(Droits réservés)

Elève à l'école d'artillerie de Poitiers comme élève-officier de réserve depuis le 15 octobre 1938, j'ai rejoint le 32^e Régiment d'Artillerie Divisionnaire à Vincennes le 10 avril 1939.

Lors de la mobilisation générale, j'ai été affecté à la 41^e Division d'Infanterie dans le 13^e Régiment d'Artillerie Divisionnaire au sein de la 4^e batterie qui était cantonnée à Alfortville. Notre effectif s'élevait à environ 120 hommes auxquels s'ajoutaient 120 chevaux utilisés pour tracter les canons de 75 mm. Notre matériel était complet et en parfait état.

Le 11 septembre 1939, toute la division a pris le train à la gare du Bourget. Nous sommes arrivés dans le village de Velle en Lorraine. A la fin du mois, la 4^e batterie a participé à l'incursion en Sarre déclenchée par le Général Gamelin. Le 13 octobre, elle recevait pour mission de protéger le repli des troupes françaises qui quittaient la forêt de la Warndt, en effectuant des tirs de harcèlement. Au cours de cette période, j'étais détaché à la cité Jeanne d'Arc pour assurer la liaison « Infanterie-Artillerie » auprès du 3^e bataillon du 103^e Régiment d'infanterie disposé en couverture le long de la frontière allemande au sud de la Warndt. J'effectuais avec mes collègues fantassins quelques patrouilles dans ce no man's land forestier où les combats étaient pratiquement inexistantes.

Le 15 décembre, j'ai réintégré ma batterie d'artillerie et nous avons pris le train à Landroff pour rejoindre la région Nord-Est de Bar-le-Duc. La 4^e Batterie s'était installée à Baudremont. La région était alors couverte de neige. La chambre que je partageais avec le lieutenant Antonenko n'était pas chauffée et il arrivait que notre broc d'eau de toilette soit gelé à notre réveil.

Le 13 janvier 1940, nous avons quitté Baudremont pour Marville. La 4^e Batterie a pris position à la ferme Chapey, en bordure de la rivière Othain. La situation était calme et nous avons commencé à nous demander ce que nous faisons là. Du 1^{er} au 12 février, j'ai bénéficié d'une permission qui me permettait de retrouver ma fiancée et mes parents. De retour à Marville, j'ai suivi un stage « Liaison Terre-Avion » traitant des problèmes de transmission liés à l'observation aérienne. Nos moyens de transmissions étaient alors très limités et nous nous contentions de téléphones de campagne aux lignes déroulées dans la nature qui les rendaient particulièrement vulnérables.

Le 10 mai 1940, nous avons vu les cohortes de civils réfugiés belges fuir leur pays. Notre secteur était épargné par la pression ennemie. Malgré tout, notre batterie tirait 4500 obus d'harcèlements nocturnes pour appuyer l'infanterie le long de la frontière, au sud de Virton.

A partir du 31 mai et pendant plusieurs jours, notre batterie a traversé quantité de communes et elle s'arrêtait quelques heures, soit pour procéder à des tirs d'appui, soit pour prendre un peu de repos.

Le 13 juin, en fin de journée, nous étions à Saint-Siméon, situé à une soixantaine de kilomètres à l'est de Paris. Nous ressentions de plus en plus chaque jour l'incapacité de nos forces armées à contenir l'avance inexorable des Allemands. Cependant, malgré nos déceptions, nos fatigues et notre sentiment d'impuissance, nous avions à cœur de remplir jusqu'au bout notre devoir dans l'espoir un peu fou d'un renversement de la situation.

Le 14 juin, notre mouvement vers le sud s'est poursuivi. Ma section se trouvait alors au hameau de Gimbrois. Vers 17 heures, une voiture de reconnaissance allemande est arrivée et l'officier à son bord a prétendu s'emparer de nos pièces d'artillerie. Grâce à la présence d'esprit de deux sous-officiers, ce coup de bluff échoua et l'Allemand fut fait prisonnier. Une heure plus tard, nous devions nous replier sur Saint-Hilliers. A ce moment, compte tenu de nos déplacements fréquents, nous enfrenions le règlement en roulant avec des obus antichars engagés dans les culasses de nos canons !

Le 15 juin, nous avons franchi la Seine puis l'Yonne. Le jour s'est levé sur un ciel obscurci de nuées noires produites par les incendies des réserves de carburant de la région parisienne. A l'entrée d'un village, notre colonne a été bombardée et mitraillée par l'aviation ennemie. Un officier et plusieurs de nos chevaux ont été tués. L'absence de sommeil se faisait de plus en plus sentir.

Le 16 juin, nous avons atteint la nationale 7, encombrée de colonnes de réfugiés aux moyens de transports précaires. Le lendemain, le commandement nous a donné pour objectif de franchir la Loire. Malheureusement, les Allemands nous avaient devancés et ils contrôlaient les ponts et les agglomérations. Nous avons tenté de gagner la ville de Gien mais la nationale 152 était embouteillée. Tout tir sur l'adversaire était impossible en raison du mélange de civils et d'Allemands. Devant cette situation sans issue, un officier nous a ordonné de saborder nos pièces d'artillerie. Des éléments de la 4^e batterie ont tenté de passer la Loire par leurs propres moyens mais la plupart ont été capturés. En ce qui me concerne, j'ai renoncé à partir pour Gien quand j'ai appris que nos ennemis s'y trouvaient déjà. Le 18 juin 1940, au petit matin, j'ai été fait prisonnier avec plusieurs de mes camarades. Les Allemands nous ont pris nos armes et ils nous ont emmenés vers Montargis. C'était le début d'une longue captivité...



GUY SICOT

NÉ LE 12 FÉVRIER 1921

Avant la guerre, j'exerçais la profession d'ouvrier-boulangier. Très jeune, j'ai voulu servir dans l'armée car j'avais un de mes cousins qui était Saint-Cyrien et que j'admirais beaucoup. Le 12 février 1939, je me suis présenté au quartier Langlois à Angers pour signer mon engagement. J'ai intégré le 1^{er} régiment de hussards dans la cavalerie.

A la suite de la signature du pacte de non-agression entre l'Allemagne et l'Union soviétique, notre régiment a pris le train le 27 août 1939 avec près de 120 chevaux. Après s'être arrêtés en gare de Laon, nous sommes partis à Marle-sur-Serre, pas très loin de Vervins (Aisne). Le 15 septembre, j'ai reçu le grade de brigadier. J'avais la responsabilité de commander une escouade de 6 hommes, des fusiliers. On a eu une première alerte le 13 octobre car il y avait une rumeur d'attaque. Nous nous sommes rapprochés de la frontière belge et nous n'y sommes restés qu'un mois.

Nous continuions à faire des manœuvres pour nous entretenir, ce qui ne semblait pas être toujours le cas dans l'armée française. Je me souviens que, en passant dans un centre de permissionnaires de Saint-Quentin, j'ai été surpris de voir plusieurs soldats barbus, débraillés et, quelquefois, fortement alcoolisés. Evidemment, ce n'était pas la majorité mais on sentait bien une sorte de relâchement chez certains militaires. En février 1940, nous avons été affectés à Matton, face à la frontière belge, dans une région boisée des Ardennes. Les chevaux pouvaient se déplacer plus facilement dans des endroits escarpés. Nos conditions de vie étaient rudimentaires puisque nous couchions souvent dans le foin à côté de nos chevaux. On ne se plaignait pas de notre situation parce que nos gradés nous rappelaient que les Poilus en avaient connu d'autres.

Le 10 mai, à 5 heures du matin, nous avons entendu des avions et des bruits d'explosions. Les raids ennemis avaient touché les gares. Prévenus par l'estafette du colonel, nous avons pénétré en Belgique. Nous avons atteint Florenville à 6h30. L'arrivée de 120 chevaux sur la route pavée a alerté les habitants qui criaient « *Vive la France* ».

Le lendemain, nous avons progressé vers Neufchâteau en subissant les attaques d'un petit avion. Nous nous sommes arrêtés à Suxy, sur une position où nous dominions la plaine. Il s'est présenté un panzer sur un pont que notre canon de 25 mm a détruit. Quelques minutes après, des hommes en tenue léopards ont investi le terrain. Nous

n'avions pas assez de munitions pour les contenir. En 3 passages, un Henkel 111 a blessé les servants du canon de 25 ainsi que mon lieutenant et son second. N'ayant plus assez de cartouches, nous avons dû nous replier dans la forêt pour tenter de regagner Florenville sous le harcèlement aérien de la Luftwaffe.

La situation s'est rapidement détériorée. Le 12 mai, nous avons dû abandonner nos positions sur Matton car nos adversaires nous contournaient. Nous avons passé la Meuse à Mouzon. Les ponts ont sauté juste après notre passage.

Nous sommes descendus vers le sud. Le 14, on nous a appris que la Meuse avait été franchie par l'ennemi et que nous devons nous porter en direction de Charleville mais il était déjà trop tard. En faisant notre retraite, nous sommes passés à côté d'une vingtaine de chars français neufs qui ne pouvaient plus avancer, faute de carburant. Nos dépôts d'essence avaient été détruits.

Le 23 mai, alors que nous servions dans l'infanterie près de Tannay, nous avons pris part à une attaque très violente. Grâce à la présence du 16^e bataillon de chasseurs à pied, j'ai pu rejoindre le village mais les Allemands nous ont poursuivis et les échanges de tirs ont été nombreux. Nous avons été repoussés et nous comptons beaucoup de blessés. La moitié de notre régiment était hors de combat. On a formé un nouvel escadron qui n'avait pas le nombre réglementaire d'hommes. Le 14 juin, quittant le secteur des Ardennes pour celui des Vosges, nous avons traversé la forêt d'Argonne en livrant de rapides combats. Le 18, nous avons appris que l'ennemi était à Paris. On a compris que c'était fini.

Après un nouvel engagement à Clérey-la-Côte, nous avons fait une halte à Thorey-Lyautey. On a appris qu'une demande d'armistice avait été adressée à Hitler. Deux officiers allemands et un autre français nous ont annoncé les conditions de reddition. Nous avons cassé nos armes et nous nous sommes rendus le 23 juin à 14 heures.

Interné pendant quelques jours d'abord à Nancy puis à Metz, je suis parti en captivité au stalag II-D à Stargard (Poméranie) le 13 ou 14 juillet 1940. Libéré le 6 février 1945 par les Soviétiques, je n'ai retrouvé la France que le 10 mai.

- AMOUROUX Henri, *Les années 40, La vie des Français de l'Occupation à la Libération (revue)*, Editions Tallandier-Hachette, 1978
- BLOCH Marc, *L'Histoire, la Guerre, la Résistance*, Quarto Gallimard, 2006
- BONNEFOUS Edouard, *Histoire politique de la III^e République, vers la guerre (1936-1938)*, tome V, PUF, 1986
- BOURDERON Roger, WILLARD Germaine, 1940, *De la défaite à la résistance*, Messidor, 1990
- BROCHE François, *L'armée française sous l'occupation, tome I, la dispersion*, Presses de la Cité, 2002
- CONTE Arthur, *La Drôle de guerre août 1939-10 mai 1940*, Plon, 1999
- DE GAULLE Charles, *Mémoires de guerre, L'appel*, Gallimard, 2000
- DMIH, 1919-1939, *D'une guerre à l'autre*, édité par le Ministère de la Défense, 1999
- DMPA, 1940, *combats et résistances*, édité par le Ministère de la Défense, 2000
- DMPA, *La bataille de la Dyle mai 1940*, collection « Mémoire de Pierre », édité par le Ministère de la Défense, 2001
- DMPA, *Les combats de la Loire, juin 1940*, collection « Mémoire de Pierre », édité par le Ministère de la Défense, 2004
- DMPA, *Les combats de l'armée française, septembre 1939-juin 1940*, édité par le Ministère de la Défense, 2001
- EBERLE Henrik et UHL Matthias, *Le dossier Hitler, le dossier secret commandé par Staline*, Presses de la cité, 2006
- FELIX Christian, *De Sedan à Berchtesgaden, la résurrection de l'armée française*, les éditions du Polygone, 2001
- KERSAUDY François, *De Gaulle et Churchill, la mésentente cordiale*, Perrin, 2001
- KERSHAW Ian, *Hitler 1936-1945*, Flammarion, 2000
- LEMESLE Michel, *L'Anjou des années 40, Chroniques*, les éditions du Choletais, 1974
- MANTALE Ivor, *39-45, sur les chemins de la victoire*, éditions Atlas, 2005
- MONTAGNON Pierre, *La grande histoire de la Seconde Guerre mondiale, de Munich à Dunkerque septembre 1938-juin 1940*, éditions Pygmalion Gérard Watelet, 1992
- MOURRE Michel, *Dictionnaire encyclopédique d'Histoire*, Bordas, 1996
- STÜRMER Michael, *La traversée du siècle, Les Allemands*, éditions France Loisirs, 2000
- VALLAUD Pierre, *Témoins de l'Histoire, La Seconde Guerre mondiale*, éditions Acropole, 2002



Mémoire et solidarité

Cette plaquette a été publiée avec le concours financier
du Conseil Général de Maine-et-Loire,
et de la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives



Plaquette réalisée par Sylvère VESNIER, Délégué à la mémoire combattante,

Le service départemental de l'ONAC de Maine-et-Loire tient à remercier
Messieurs CHESNEAU, DELESTRE, DUPERRAY, GEOFFROY, HENRY,
MANSEAU, NOURY, PARIS, POULAIN, RENOULT et SICOT
d'avoir accepté de témoigner dans cette plaquette

Service départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre

15 bis rue Dupetit-Thouars, cité administrative, 49047 ANGERS cedex 01
Tél. 02.41.47.82.91 - Email : mem.sd49@onacvg.fr - Fax 02.41.47.82.99

AVERTISSEMENT :

Cette brochure présente une histoire **simplifiée** de la période de la drôle de guerre et de la campagne de France de mai-juin 1940.
Cette synthèse, qui se veut pédagogique, ne tend pas à l'exhaustivité.